

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1505

7 juillet 2011

SOMMAIRE

Agona Partners S.C.A.	72194	MG Immobilier S.A.	72214
BV Acquisitions Parent S.à r.l.	72226	Mira Invest Fund	72214
Calcipar S.A.	72227	Mortgage Backed Investments S.A.	72240
Celandine Investments S.A.	72205	MP Papel Equity Holdco S.à r.l.	72221
Comfi S.à r.l.	72213	MP Papel Investments S.à r.l.	72221
D.C. Immobilière S.A.	72240	MSEOF Bayerstrasse S.à r.l.	72221
Eagle 1 S.à r.l.	72223	Multidach S.à r.l.	72212
eleX alpha S.A.	72238	Multiple Managers Sicav	72222
ESA Management	72227	Murdelux S.à r.l.	72222
Eur@fnet S.A.	72213	Nextam Partners	72222
European City Properties S.à r.l.	72222	Nicholas of Cusa S.A., SPF	72225
FR Barra 8 S.à r.l.	72204	Orsay-Re	72218
FR Barra 9 S.à r.l.	72207	Patmos au Luxembourg S.A.	72226
Goodrich Luxembourg Holding S.à r.l. ...	72202	Property Partners S.A.	72226
Goodrich Luxembourg (No. 1) S.à r.l. ...	72202	P&T Capital S.A.	72226
Grace Lodge Care Investments S.à r.l. ...	72215	QS Geo Pep S.C.A., SICAR	72221
Grace Lodge Care Operating S.à r.l.	72218	RCG Re III S.A.	72239
Gracewell Investment No 2 S.à r.l.	72223	RCG Re IV S.A.	72239
Ibida S.à r.l.	72235	Realtune Finance S.à r.l.	72240
Les Ormes S.A.	72208	Rovere Sicav	72239
Ludgate S.à r.l.	72204	SEB Asian Property Fund SICAV-FIS	72240
Luxmemories S.à r.l.	72202	SHCO 19 S.à r.l.	72239
Luxtrac S.A.	72204	Sovendi	72208
Lyra Invest Fund	72207	Triton International Invest S.A.	72205
MG Immobilier S.A.	72212	United Investors Sicav	72214

Agona Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 160.013.

STATUTS

L'an deux mille onze, le quatorze février.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

- Agona, une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 67, Rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, non encore enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

- Madame Marie-Odile SCHAAD, née le 31 janvier 1972 à Saint Germain en Laye, France, demeurant au 54 Rue de la Rochefoucauld, 92100 Boulogne-Billancourt, France,

ici représentés par Mme Sofia Da Chao-Conde, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 5, Rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, en vertu de deux (2) procurations données le 28 janvier 2011.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société en commandite par actions dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par les comparants et toutes les personnes qui pourraient devenir actionnaires par la suite, une société en commandite par actions (ci-après la Société) qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, par achat, échange ou de toute autre manière, dans d'autres entreprises et sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle, la mise en valeur de ces participations. La Société peut également procéder au transfert de ces participations par voie de vente, échange ou autrement.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets, marques de fabrique et autres droits intellectuels et immatériels ainsi que tous autres droits s'y rattachant ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter sous toute forme notamment par voie d'émission d'obligations, convertibles ou non, de prêt bancaire ou de compte courant actionnaire, et accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

En outre, elle pourra s'intéresser à toutes valeurs mobilières, dépôts d'espèces, certificats de trésorerie, et toute autre forme de placement dont notamment des actions, obligations, options ou warrants, les acquérir par achat, souscription ou toute manière, les vendre ou les échanger.

Elle pourra faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou partie, à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la Société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet; elle pourra également détenir des mandats d'administration d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, rémunérés ou non.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de «Agona Partners S.C.A.»

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune par simple décision du Gérant ou par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires, tel que requis par les dispositions applicables de la Loi.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du Grand Duché de Luxembourg ainsi qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Actions

Art. 6. Le capital souscrit de la Société est fixé à cinquante mille et un Euro (EUR 50.001,00) représenté par une (1) action de commanditaire de classe A (l'Action de Classe A et respectivement les Actions de Classe A lorsque plusieurs sont émises) et cinquante mille (50.000) actions de commandité (les Actions de Commandité ou les Actions de Classe B), d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune et étant entièrement libérées.

Le capital autorisé de la Société est fixé à trois cent mille Euro (EUR 300.000,00) représenté par trois cent mille (300.000) actions ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune.

Le Gérant est autorisé et mandaté, jusqu'à concurrence du montant du capital autorisé, à (i) réaliser toute augmentation de capital social en une ou plusieurs fois, le cas échéant, à la suite de l'exercice de droits de souscription et/ou aux droits de conversion accordés par le Gérant à concurrence du capital autorisé conformément aux conditions de bons de souscription (qui peuvent être séparés ou attachés aux actions, obligations, billets ou instruments similaires), d'obligations convertibles, billets ou instruments similaires émis de temps à autre par la Société, en émettant de nouvelles actions de classe A ou classe B, avec ou sans prime d'émission, contre des apports en numéraire ou en nature, par conversion de créances de la Société, ou de toute autre manière; (ii) fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions de la souscription et de la libération des actions nouvelles; et (iii) supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cas d'une émission d'actions contre apport en numéraire. Cette autorisation est valable pendant une période se terminant cinq (5) ans après la publication des résolutions créant le capital autorisé au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations et peut être renouvelée par une décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux conditions de quorum et de majorité exigées par les présents Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Le Gérant peut déléguer à toute personne dûment autorisée, la fonction d'accepter des souscriptions et de recevoir paiement pour des actions représentant tout ou partie de l'émission d'actions nouvelles dans le cadre du capital autorisé.

A la suite de chaque augmentation du capital social dans le cadre du capital autorisé, qui a été réalisée et constatée dans les formes prévues par la Loi, le présent article sera modifié afin de refléter l'augmentation du capital. Une telle modification sera constatée sous forme authentique par un notaire luxembourgeois sur instructions du Gérant ou de toute personne dûment autorisée à cet effet par le Gérant.

Un compte de prime d'émission peut être établi dans lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les actions, en plus de la valeur nominale. L'avoir de ce compte de prime d'émission peut être utilisé pour effectuer le paiement du rachat d'actions que la Société serait susceptible de racheter à ses actionnaires, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes aux actionnaires ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Les actions peuvent être représentées, au choix du propriétaire, par des certificats unitaires ou des certificats représentant deux ou plusieurs actions.

Les Actions de Commandité sont détenues par Agona, prénommée, en tant qu'actionnaire à responsabilité illimitée et commandité (ci-après le Gérant).

Les Actions de Classe A et les Actions de Commandité sont toutes nominatives.

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la Loi, racheter ses propres actions.

Les actions rachetées par la Société continueront d'exister sans droit de vote, ni droit aux dividendes, ni boni de liquidation.

Le prix de rachat sera déterminé par le Gérant, conformément à l'article 49-8, précité, de la Loi.

Le Gérant est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la Loi. Le Gérant déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Toute personne entrant dans la Société à l'occasion d'une augmentation de capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de titres en vertu de l'article 7 des présents Statuts doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Art. 7. Transmission et Cession des titres émis par la société.

7.1. Au préalable, il est précisé que les termes «Cession», «Céder» et «Cessionnaire» désignent respectivement toute opération et le bénéficiaire d'une telle opération, entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété, de

l'usufruit ou de tout autre démembrement de la propriété d'un Titre (tel que ce terme est défini ci-après), notamment, mais sans que cette liste soit limitative, les mutations à titre onéreux ou gratuit alors même qu'elles auraient lieu par voie d'adjudication publique ou en vertu d'une décision de justice, les donations, échanges, apports en société, apports partiels d'actifs, fusions, scissions, conventions de croupier, constitution fiduciaire, prêt, promesse, location, etc.

7.2. Le terme «Titre» désigne:

(i) les actions, et plus généralement toute valeur mobilière représentative, à quelque moment que ce soit, d'une quotité du capital ou donnant droit, d'une façon immédiate ou différée, par voie de conversion, d'échange, de remboursement, de présentation d'un bon ou de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'une valeur mobilière représentative d'une quotité du capital social de la Société ou des droits de vote dans les assemblées générales;

(ii) tout certificat d'investissement et tout certificat de droit de vote;

(iii) tout droit d'attribution ou de souscription à un Titre tel que définit ci-avant.

7.3. Toute Cession intervenant en violation des présents Statuts est nulle.

7.4. Cession des Titres émis par la Société à des tiers 7.4.1. Inaliénabilité temporaire

7.4.1.1. Les Titres de la Société sont inaliénables pendant un délai de cinq (5) années et six (6) mois à compter de la date de constitution de la Société.

7.4.1.2. L'interdiction temporaire d'aliéner les Titres de la Société visée à l'article 7.4.1. concerne les seules Cessions à des tiers à la Société, les Cessions entre associés restant libres sous réserve des stipulations de l'article 7.5 des présents Statuts.

7.4.1.3. L'interdiction temporaire d'aliéner doit faire l'objet d'une mention spéciale sur les comptes de titres ouverts au nom des associés dans la Société.

7.4.1.4. Par exception aux dispositions qui précèdent, le Gérant de la Société doit lever l'interdiction d'aliéner dans le cas de l'exclusion d'un associé dans les conditions fixées à l'article 9 des présents Statuts.

7.4.2. Prémption

7.4.2.1. Tout associé souhaitant Céder ses Titres à un tiers, à l'expiration de la période d'inaliénabilité visée à l'article 7.4.1 des présents Statuts (l'Associé Cédant) doit, préalablement, notifier son projet de Cession au Gérant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il doit indiquer l'identité du Cessionnaire proposé (le Cessionnaire Envisagé), le nombre de Titres dont la Cession est envisagée (les Titres Offerts), le prix de Cession (ou la contrepartie) et les principales conditions de la Cession envisagée (le Projet de Cession), chacun des associés autres que l'Associé Cédant bénéficiant d'un droit de prémption sur les Titres Offerts.

Cette notification du Projet de Cession doit intervenir dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, au moins soixante cinq (65) jours ouvrés avant la date prévue pour la réalisation du Projet de Cession.

Cette notification vaut offre de Cession aux prix et conditions indiqués au profit de chacun des autres associés. Dans les dix (10) jours ouvrés de la réception de cette notification, le Gérant porte à la connaissance de tous les associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les termes et conditions du Projet de Cession (la Notification Initiale).

7.4.2.2. Chaque associé doit, s'il désire exercer son droit de prémption, le notifier à la Société et à l'Associé Cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant le nombre de Titres Offerts qu'il souhaite acquérir, dans les vingt (20) jours ouvrés de l'envoi de la Notification Initiale (l'Offre d'Achat).

A défaut pour un associé de notifier, dans le délai visé ci-dessus, qu'il entend exercer son droit de prémption, il sera réputé y avoir définitivement renoncé pour le Projet de Cession en cause.

Au cas où plusieurs associés (ci-après, individuellement, un Demandeur) auraient notifié, dans le délai précité, leur intention d'exercer leur droit de prémption, la prémption s'exercera dans les conditions suivantes:

(a) si le nombre total de Titres préemptés par un ou plusieurs Demandeurs est égal au nombre de Titres Offerts, le nombre de Titres attribués à chacun des Demandeurs sera conforme à celui qu'il aura demandé;

(b) si le nombre total de Titres préemptés par les Demandeurs dépasse le nombre de Titres Offerts, chaque demande sera réduite de telle manière que le nombre de Titres à servir à chacun des Demandeurs soit proportionnel au nombre de Titres déjà détenu par chacun d'eux par rapport au total de Titres déjà détenu, ensemble, par les Demandeurs. Si, pour un Demandeur, le nombre de Titres à servir ainsi calculé s'avère supérieur à celui initialement demandé, le nombre de Titres qu'il recevra sera celui initialement demandé, la différence revenant aux autres Demandeurs selon la règle de proportionnalité exposée ci-dessus; et

(c) si le nombre total de Titres préemptés par les Demandeurs est inférieur au nombre de Titres Offerts, le droit de prémption sera alors réputé n'avoir été exercé par aucun des Demandeurs.

7.4.2.3. En cas d'exercice régulier du droit de prémption, le prix des Titres Offerts sera:

(a) en cas de transfert des Titres Offerts pour un prix en espèces exclusivement, le prix convenu entre l'Associé Cédant et le Cessionnaire Envisagé tel que figurant dans la Notification Initiale (le Prix), ou

(b) en cas de transfert dont la contrepartie ne serait pas exclusivement monétaire, la valeur des Titres Offerts telle que figurant dans le Projet de Cession (la Contrepartie), ou

(c) en cas de désaccord d'un associé sur le Prix ou la Contrepartie, le prix fixé dans les conditions stipulées ci-dessous.

Dans cette dernière hypothèse, (i) le désaccord d'un associé sur le Prix ou la Contrepartie devra être matérialisé par l'envoi d'une notification de désaccord adressée par l'associé en cause à l'Associé Cédant et à la Société dans les dix (10) jours ouvrés à compter de l'envoi de la Notification Initiale.

A défaut de l'envoi d'une telle notification de désaccord dans le délai susvisé, le Prix ou la Contrepartie deviendra définitif(ve).

En cas d'envoi d'une notification de désaccord:

- toutes les Offres d'Achat déjà adressées seront réputées caduques;
- le délai de vingt (20) jours ouvrés prévu au paragraphe 7.4.2.2. ci-avant pour l'exercice du droit de préemption ainsi que tous autres délais prévus par les présents Statuts seront suspendus à compter de l'envoi de la notification de désaccord et jusqu'à la date d'envoi de son rapport par l'expert visé ci-après;
- la détermination du Prix ou de la Contrepartie sera confiée à un expert indépendant désigné au plus tard dans les cinq (5) jours ouvrés suivant l'envoi de la notification de désaccord à la demande de la partie la plus diligente par ordonnance du Président du Tribunal d'Arrondissement siégeant en matière commerciale du lieu du siège social statuant en la forme prévue à l'article 62 §5 de la Loi;
- l'expert ainsi désigné devra remettre son rapport à l'Associé Cédant, aux autres associés et à la Société dans un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de l'acceptation de sa mission;
- les frais d'expertise seront supportés par l'Associé Cédant si le prix fixé par l'expert est inférieur au Prix ou à la Contrepartie et par l'associé ayant exprimé son désaccord dans les autres cas (toute provision étant versée par l'associé ayant sollicité la désignation de l'expert);
- les associés entendant exercer leur droit de préemption sur la base du Prix ou de la Contrepartie déterminé(e) par l'expert pourront à nouveau le faire en adressant une Offre d'Achat dans la portion restant à courir du délai de vingt (20) jours ouvrés prévu au paragraphe 7.4.2.2. ci-avant pour l'exercice du droit de préemption.

7.4.2.4. La réalisation de toute Cession résultant d'une Offre d'Achat et le paiement du Prix ou de la Contrepartie y afférent devra avoir lieu au plus tard dans les vingt (20) jours ouvrés de (i) l'expiration du délai de vingt (20) jours ouvrés prévu au paragraphe 7.4.2.2. ci-avant pour l'exercice du droit de préemption ou (ii) de la date à laquelle tous les associés auront indiqué exercer ou renoncer à exercer le droit de préemption, étant précisé que seul l'encaissement du prix entraînera le transfert de propriété des Actions Offertes.

A défaut de réalisation du transfert des Actions Offertes dans le délai susvisé, l'Associé Cédant pourra réaliser librement le Projet de Cession envisagé, sous réserve des stipulations relatives à l'exercice du droit d'agrément prévu au titre des présentes.

7.4.3. Agrément

7.4.3.1. En cas de Projet de Cession à un tiers et en l'absence d'exercice du droit de préemption prévu à l'article 7.4.2 ci-avant, le Projet de Cession devra être soumis, par le Gérant, dans un délai de quarante-cinq (45) jours ouvrés à compter de l'envoi de la Notification Initiale, à l'agrément de la collectivité des associés.

La décision d'agrément est prise à la majorité des deux tiers des associés présents ou représentés, et notifiée à l'Associé Cédant dans les 10 jours de la date de la décision collective des associés.

A défaut d'envoi de cette notification dans ledit délai, l'agrément du Cessionnaire sera réputé acquis et l'Associé Cédant devra réaliser la Cession dans un délai de soixante (60) jours ouvrés à compter de la Notification Initiale. A défaut, il devra, pour pouvoir réaliser son Projet de Cession, procéder de nouveau à la notification dudit Projet de Cession conformément aux dispositions du paragraphe 7.4.2.1. ci-avant.

7.4.3.2. Si l'agrément est refusé par la collectivité des associés, l'Associé Cédant peut, dans les cinq (5) jours ouvrés de l'envoi de la notification de refus d'agrément, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la Société, qu'il exige le rachat par celle-ci de la totalité des Titres Offerts. La Société sera tenue de procéder à ce rachat dans un délai de six (6) mois à compter de cette notification et, dans le même délai, de céder les Titres rachetés ou de les annuler en procédant à une réduction de son capital. Le prix de rachat des Titres Offerts sera fixé par accord entre l'Associé Cédant et la Société ou, à défaut d'accord, par un expert désigné (à la demande de la partie la plus diligente) par le Président du Tribunal d'Arrondissement siégeant en matière commerciale du lieu du siège social statuant en la forme prévue à l'article 62 §5 de la Loi, les frais d'expertise étant supportés, pour moitié, par l'Associé Cédant et, pour moitié, par la Société. La décision de l'expert ne pourra faire l'objet d'aucun recours.

7.5. Transmission et Cession des Titres émis par la Société entre associés

7.5.1. Agrément

7.5.1.1. Tout associé souhaitant Céder ses Titres à un autre associé ou à une société qui le contrôle ou est contrôlée par lui au sens de l'article 1^{er}, points 7) et 11) de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier doit, préalablement, notifier son Projet de Cession au Gérant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette notification doit intervenir dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, au moins vingt-cinq (25) jours ouvrés avant la date prévue pour la réalisation du Projet de Cession.

Le Projet de Cession devra être soumis, par le Gérant, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de l'envoi de la notification dudit Projet de Cession, à l'agrément de la collectivité des associés.

La décision d'agrément est prise à la majorité des deux tiers des associés présents ou représentés, et notifiée à l'Associé Cédant dans les 10 jours de la date de la décision collective des associés.

A défaut d'envoi de cette notification dans ledit délai, l'agrément du Cessionnaire sera réputé acquis et l'Associé Cédant devra réaliser la Cession dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification du Projet de Cession. A défaut, il devra, pour pouvoir réaliser son Projet de Cession, procéder de nouveau à la notification dudit Projet de Cession conformément aux dispositions du présent paragraphe.

7.5.1.2 Si l'agrément est refusé par la collectivité des associés, l'Associé Cédant devra, pour pouvoir réaliser son Projet de Cession, se conformer aux stipulations des présents Statuts relatives au droit de préemption, prévues à l'article 7.4.2, le délai de soixante-cinq (65) jours ouvrés stipulé à l'article 7.4.2 étant ici inapplicable de même que la clause c de l'article 7.4.2.2.

7.5.1.3. En l'absence d'exercice du droit de préemption ou en cas de préemption seulement partielle des Titres Offerts, l'Associé Cédant pourra, dans les dix (10) jours ouvrés de la constatation de l'absence d'exercice du droit de préemption, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la Société, qu'il exige le rachat par celle-ci de la totalité des Titres Offerts non préemptés. La Société sera tenue de procéder à ce rachat dans un délai de six (6) mois à compter de cette notification et, dans le même délai, de céder les Titres rachetés ou de les annuler en procédant à une réduction de son capital. Le prix de rachat des Titres Offerts sera fixé par accord entre l'Associé Cédant et la Société ou, à défaut d'accord, par un expert désigné (à la demande de la partie la plus diligente) par le Président du Tribunal d'Arrondissement siégeant en matière commerciale du lieu du siège social statuant en la forme prévue à l'article 62 §5 de la Loi, les frais d'expertise étant supportés, pour moitié, par l'Associé Cédant et, pour moitié, par la Société. La décision de l'expert ne pourra faire l'objet d'aucun recours.

Art. 8. Droits et Obligations attaches aux actions.

8.1. Droits sur les bénéfices et sur l'actif social

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices et les réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition au cours de la vie de la Société, comme en cas de liquidation.

8.2. Droit de vote et de participation aux assemblées

Chaque action donne, en outre, le droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la Loi et les Statuts.

8.3. Droits et obligations générales

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions collectives des associés.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit leur titulaire.

Art. 9. Cession forcée.

9.1. Motifs de cession forcée

Un associé sera tenu ses Titres de la Société, en présence de l'une des situations suivantes (un Motif de Cession Forcée):

- perte de la qualité de salarié et/ou de mandataire social de la société EDIFICE CAPITAL.

Il est ici rappelé que la simple suspension du contrat de travail ou la simple suspension du mandat social (en cas par exemple d'accès à d'autres fonctions ou mandats, y compris des mandats électifs) ne sont pas des Motifs de Cession Forcée.

Un associé pourra également être tenu de céder ses Titres de la Société par décision de l'assemblée générale des associés statuant à la majorité des deux tiers (la Décision de Cession Forcée), en présence de l'une des situations suivantes (un Motif de Cession Forcée):

- violation de l'une des stipulations des présents Statuts;
- être salarié ou consultant d'une entreprise ou entité qui serait directement ou indirectement concurrente de la société EDIFICE CAPITAL; détenir une participation directe ou indirecte dans le capital, même par personne morale interposée, même en tant que simple associé, d'une entreprise ou entité qui serait directement ou indirectement concurrente de la société EDIFICE CAPITAL, sauf autorisation préalable donnée par la Société;
- mise en redressement ou en liquidation judiciaire de l'associé en cause;
- toute modification de l'actionnariat d'un associé ou d'une société qui le contrôle, directement ou indirectement, au sens de l'article 1^{er}, points 7) et 11) de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, dès lors que cette modification n'aura pas été agréée par la collectivité des associés de la Société, préalablement à sa réalisation.

Si l'assemblée générale des associés, avertie d'un Motif de Cession Forcée, ne prend pas immédiatement de Décision de Cession Forcée à l'encontre de l'associé concerné, elle conserve néanmoins la possibilité de prendre ultérieurement ladite Décision de Cession Forcée pour le même Motif de Cession Forcée.

9.2. Modalités de cession forcée

La Décision de Cession Forcée, dès son prononcé, et la réalisation d'un Motif de Cession Forcée, dès sa connaissance par le Gérant, donnent lieu à une notification, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'associé exclu ainsi qu'à la collectivité des associés. L'associé exclu sera considéré comme ayant offert ses Titres à la vente à la ou aux personne(s) désignées en vertu du présent article 9.2.

Aucune Décision de Cession Forcée ne pourra être prise si l'associé n'a pas été régulièrement convoqué par le Gérant, sept (7) jours au moins avant la date prévue pour la réunion de l'assemblée générale des associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et s'il n'a pas été mis à même de présenter aux associés sa défense sur les faits qui lui sont reprochés.

L'assemblée générale des associés, lorsqu'elle prend connaissance d'un Motif de Cession Forcée ou lorsqu'elle prononce une Décision de Cession Forcée, doit désigner le ou les acquéreurs des actions, étant précisé que la Société peut être désignée acquéreur. Dans un tel cas, la Société sera tenue de céder les actions rachetées à l'associé exclu ou de les annuler en procédant à une réduction de son capital dans un délai de six mois à compter de ce rachat. Il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu de respecter les procédures prévues à l'article 7 des présents Statuts.

La totalité des actions de l'associé exclu devra être cédée dans les quatre (4) mois de la notification de la Décision d'Exclusion.

A défaut d'accord entre les parties, le prix de cession est déterminé par un expert désigné (à la demande de la partie la plus diligente) par le Président du Tribunal d'Arrondissement siégeant en matière commerciale du lieu du siège social statuant en la forme prévue à l'article 62 §5 de la Loi, les frais d'expertise étant supportés, pour moitié, par l'associé exclu et, pour moitié, par le ou les acquéreurs.

La décision de l'expert ne pourra faire l'objet d'aucun recours.

Dans les huit (8) jours de la détermination du prix, avis est donné à l'associé exclu de se présenter au siège social de la Société à l'effet de signer les ordres de mouvement.

Faute pour l'associé exclu de se présenter dans le délai susvisé, la cession pourra être régularisée d'office par la Société.

Titre III. Administration

Art. 10. La Société est gérée par le Gérant.

Le Gérant peut seulement être remplacé par l'accord unanime de tous les actionnaires.

En cas d'incapacité légale, de liquidation ou d'une autre situation permanente empêchant le Gérant d'exercer ses fonctions au sein de la Société, celle-ci ne sera pas automatiquement dissoute et liquidée, sous condition que le Conseil de Surveillance nomme un administrateur, qui n'a pas besoin d'être actionnaire, afin d'exécuter les actes de gestion simples ou urgents, jusqu'à ce que se tienne une assemblée générale d'actionnaires, convoquée par cet administrateur dans les quinze (15) jours de sa nomination. Lors de cette assemblée générale, les actionnaires pourront nommer un gérant remplaçant, en respectant les règles de quorum et de majorité requises pour la modification des Statuts. L'absence d'une telle nomination entraînera la dissolution et la liquidation de la Société.

Une telle nomination d'un gérant remplaçant n'est pas soumise à l'approbation du Gérant.

Art. 11. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires ou bien au Conseil de Surveillance par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Gérant.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature du Gérant, représenté par des représentants dûment nommés ou par la (les) autre(s) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le Gérant.

Le Gérant a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, choisis parmi les membres de son propre organe de gestion ou non, actionnaires de la Société ou non.

Art. 12. Le Gérant est conjointement et solidairement responsable de toutes les dettes qui ne peuvent être couvertes par les actifs de la Société.

Les détenteurs d'Actions de Classe A s'abstiendront d'agir pour le compte de la Société de quelque manière ou en quelque qualité que ce soit autrement qu'en exerçant leurs droits d'actionnaire lors des assemblées générales, et ne sont tenus que dans la limite de leurs apports à la Société.

Titre IV. Assemblée générale des actionnaires

Art. 13. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, à l'endroit spécifié dans la convocation, le premier vendredi de juin à dix heures, et pour la première fois en 2012.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable suivant.

Art. 15. Les autres assemblées des actionnaires de la Société sont tenues aux lieu et date spécifiés dans les convocations respectives de chaque assemblée.

Tout actionnaire de la Société peut participer par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à l'assemblée peut entendre les autres participants et leur parler, (iii) l'assemblée est retransmise en direct. La participation à une assemblée par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à l'assemblée.

Art. 16. Une assemblée générale des actionnaires de la Société peut être convoquée par le Gérant ou par le Conseil de Surveillance.

Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant au moins dix pourcent (10%) du capital social le requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pourcent (10%) du capital social peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour, à la condition de faire une telle demande par écrit cinq (5) jours au moins avant la tenue de l'assemblée générale en question.

Les avis de convocation pour chaque assemblée générale doivent contenir l'ordre du jour.

Si toutes les actions sont nominatives, les notifications peuvent être adressées individuellement à chaque actionnaire par lettre recommandée.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes exprimés par les actionnaires présents et/ou représentés et avec l'accord unanime des détenteurs d'Actions de Classe B.

Art. 18. Les décisions pour modifier les Statuts requièrent la tenue d'une assemblée générale des actionnaires de la Société qui ne délibérera valablement que si au moins la moitié du capital social est représenté et pour laquelle l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée dans les formes prévues par les Statuts et la Loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour et indique la date et le résultat de la précédente assemblée générale. La seconde assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital présent et/ou représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions pour être valables, doivent réunir au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés par les actionnaires présents et/ou représentés et doivent également emporter l'accord unanime des détenteurs d'Actions de Classe B.

Art. 19. Cependant, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'à l'unanimité des actionnaires et des obligataires (le cas échéant).

Art. 20. Chaque actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant une autre personne, actionnaire ou non, en qualité de mandataire, par écrit, soit en original, soit par télécopie, ou par courriel (si la signature électronique est conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise).

Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Avant de commencer les délibérations, les actionnaires élisent en leur sein un président de l'assemblée générale. Le président nomme un secrétaire et les actionnaires nomment un scrutateur. Le président, le secrétaire et le scrutateur forment le bureau de l'assemblée générale.

Les procès verbaux des assemblées générales des actionnaires de la Société seront signés par les membres du bureau de l'assemblée générale et par tout actionnaire qui exprime le souhait de signer.

Titre V. Conseil de surveillance

Art. 21. Les opérations de la Société et sa situation financière, y compris notamment la tenue de sa comptabilité, seront surveillées par un conseil de surveillance composé d'au moins trois (3) membres (le Conseil de Surveillance). Le Conseil de Surveillance peut être consulté par le Gérant sur toutes les matières que le Gérant déterminera et pourra autoriser les actes du Gérant qui, selon la loi, les règlements ou les présents Statuts, excèdent les pouvoirs du Gérant.

Le Conseil de Surveillance sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période de six (6) ans. Les membres du Conseil de Surveillance peuvent être réélus. Le Conseil de Surveillance élit un de ses membres comme président.

Le Conseil de Surveillance est convoqué par son président ou par le Gérant.

Une notification écrite de toute réunion du Conseil de Surveillance sera donnée à tous ses membres au moins huit (8) jours avant la date fixée pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature des circonstances constitutives de l'urgence sera contenue dans la convocation. Cette convocation peut être outrepassée par écrit, télégramme, télex ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Il ne sera pas nécessaire d'établir des convocations spéciales pour des réunions qui seront tenues à des dates et lieux prévus préalablement par une résolution du Conseil de Surveillance.

Chaque membre peut agir lors de toute réunion du Conseil de Surveillance en nommant par écrit, par télégramme, télex, télécopie ou tout autre moyen de communication similaire, un autre membre pour le représenter. Chaque membre peut représenter plusieurs de ses collègues.

Le Conseil de Surveillance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Les résolutions du Conseil de Surveillance sont inscrites dans des procès verbaux signés par le président de la réunion.

Les copies ou extraits de tels procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président de la réunion ou deux membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Les décisions écrites, approuvées et signées par tous les membres du Conseil de Surveillance ont le même effet que les décisions votées lors d'une réunion du Conseil de Surveillance; chaque membre doit approuver une telle décision par écrit, télégramme, télex, télécopie ou tout autre mode de communication analogue. Une telle approbation doit être confirmée par écrit et tous les documents constitueront la preuve qu'une telle décision a été adoptée.

Tout membre du Conseil de Surveillance peut participer à une réunion du Conseil de Surveillance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires par lesquels toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les uns les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 22. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 23. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant, qui prépare aussi un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout actionnaire peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

Art. 24. L'excédant favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la Société et des amortissements, constitue le bénéfice net de la Société. Il est prélevé cinq pour cent (5%) du bénéfice net pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve descend en dessous des dix pour cent du capital social.

Le reste du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 25. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Si la Société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

Titre VIII. Disposition générale

Art. 26. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les actionnaires s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2011.

Souscription - Libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les cinquante mille et une (50.001) actions ont été souscrites et intégralement libérées en valeur nominale par apport en numéraire comme suit:

Souscripteur	Actions	Libération
Marie-Odile Schaad, prénommée	1 Action de Classe A	EUR 1,00
Agona, prénommée	50.000 Actions de Commandité ou de Classe B	EUR 50.000,00
Total:	50.001	EUR 50.001,00

Le montant de cinquante mille et un Euro (EUR 50.001,00) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Les comparants ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille sept cents euros (EUR 1.700,00).

Décisions des actionnaires

Les actionnaires ont pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées membres du Conseil de Surveillance de la Société jusqu'à l'assemblée générale qui sera tenue en 2016:

- Madame Marie-Odile SCHAAD, née le 31 janvier 1972 à Saint Germain en Laye (78), France, ayant son adresse professionnelle au 53, Avenue Victor Hugo, 75116 Paris;
- Monsieur Olivier STINTZY, né le 20 octobre 1970 à Mulhouse, France, ayant son adresse professionnelle au 53, Avenue Victor Hugo, 75116 Paris;
- Monsieur Nicolas BOUDEVILLE, né le 17 janvier 1966 à Paris, France, ayant son adresse professionnelle au 53, avenue Victor Hugo, 75116 Paris.

2. L'adresse du siège social est fixée au 67, Rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18 février 2011. Relation: EAC/2011/2326. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011047926/475.

(110054051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2011.

Luxmemories S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7240 Bereldange, 26, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 106.783.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Françoise ARENDT-BOUR

Gérante

Référence de publication: 2011063340/11.

(110070460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Goodrich Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée, (anc. Goodrich Luxembourg (No. 1) S.à r.l.).

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 159.784.

In the year two thousand and eleven, on the eighteenth day of April.

Before Maître Marc Lecuit, notary residing in Mersch.

There appeared:

Goodrich Luxembourg S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 78.528,

hereby represented by Mr. David Chaikin, chartered accountant, with professional address at 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of the registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

(i) that it is the sole shareholder owning all the shares of Goodrich Luxembourg (No. 1) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 159.784; and

(ii) that it has adopted the following resolution.

Resolution

The name of Goodrich Luxembourg (No.1) S.à r.l. is changed to “Goodrich Luxembourg Holding S.à r.l.”.

As a consequence, Article 2 of the Articles of Association of Goodrich Luxembourg (No.1) S.à r.l. is amended and shall henceforth read as follows:

“ **Art. 2.** The Company will exist under the name of Goodrich Luxembourg Holding S.à r.l.”

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read and translated to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille onze, le dix-huit avril.

Par-devant Maître Marc Lecuit, notaire de résidence à Mersch.

A comparu:

Goodrich Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 78.528

ici représentée par M. David Chaikin, expert comptable, demeurant professionnellement au 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée par acte sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée “ne varietur” par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire soussigné demeurera annexée au présent acte pour les besoins de l’enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire soussigné d’acter ce qui suit:

(i) qu’elle détient l’entière du capital social de Goodrich Luxembourg (No.1) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159.784; et

(ii) qu’elle a adopté la résolution suivante.

Résolution:

La dénomination sociale de Goodrich Luxembourg (No.1) S.à r.l. est changée en «Goodrich Luxembourg Holding S.à r.l.».

En conséquence, l’article 2 des statuts de Goodrich Luxembourg (No.1) S.à r.l. est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société existera sous la dénomination Goodrich Luxembourg Holding S.à r.l.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu’en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l’anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d’une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture et traduction faite et interprétation donnée au comparant, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: CHAIKIN, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 22 avril 2011. Relation: MER/2011/796. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 4 mai 2011.

Référence de publication: 2011061463/68.

(110068617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

Ludgate S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 122.804.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011063338/10.

(110070739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

FR Barra 8 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.027,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 153.125.

Suite à l'augmentation du capital social de la société FR Barra 1 S.à r.l. par contribution en nature de toutes les parts sociales de la société FR Barra 8 S.à r.l., en date du 4 mai 2011 et suivant l'assemblée générale extraordinaire de FR Barra 1 S.à r.l., les parts sociales de la société FR Barra 8 S.à r.l. ont été transférées comme suit:

- Barra Holdings LP a transféré:

* 19.991 parts sociales de classe ordinaire,

* 4 parts sociales de classe A,

* 4 parts sociales de classe B,

* 4 parts sociales de classe C,

* 4 parts sociales de classe D,

* 4 parts sociales de classe E,

* 4 parts sociales de classe F,

* 4 parts sociales de classe G,

* 4 parts sociales de classe H,

* 4 parts sociales de classe I

à la société FR Barra 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège sociale au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153123.

Par conséquent, l'associé unique de la Société est désormais FR Barra 1 S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2011.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2011071769/30.

(110078817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Luxtrac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4676 Differdange, 16, rue Theis.

R.C.S. Luxembourg B 85.400.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Victor REISDORF

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2011063341/11.

(110070466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Triton International Invest S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 78.668.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 04 avril 2011

Résolution n° 1

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide la nomination aux fonctions de commissaire aux comptes de Madame Nadine CARELLE, née le 26 mai 1967 à Dudelange et demeurant à L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé, pour une durée de six ans.

Esch-sur-Alzette, le 04 avril 2011.

Pour extrait sincère et conforme à l'original

Fiduciaire C.G.S.

4, rue du Fossé

L-4123 Esch-sur-Alzette

Signature

Référence de publication: 2011063976/18.

(110070620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Celandine Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 118.999.

L'an deux mille onze, le dix-sept mars.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «CELANDINE INVESTMENTS S.A.», ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 118999, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 28 juillet 2006, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2010 du 26 octobre 2006. Les statuts de la société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 avril 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1447 du 13 juillet 2007.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Frédérique VIGNERON, employée privée, demeurant à Luxembourg.

La Présidente désigne comme secrétaire Madame Solange WOLTER-SCHIERES, employée privée, demeurant à Schouweiler.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Katia ROTI, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les TRENTE ET UN MILLE (31.000) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1.- Annulation de la valeur nominale des actions.

2.- Augmentation du capital social à concurrence de SIX CENT QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE CENT QUATRE-VINGT DEUX EUROS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTS (EUR 684.182,90) pour le porter de son montant actuel de TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000) à celui de SEPT CENT QUINZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-DEUX EUROS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTS (EUR 715.182,90) par l'émission de SIX CENT QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE CENT QUATRE-VINGT-DEUX (684.182) actions sans valeur nominale.

3.- L'augmentation est souscrite et libérée par tous les actionnaires au prorata de leur participation par incorporation d'une partie de la créance qu'ils possèdent envers la société.

4.- Réduction de capital à concurrence de CENT QUINZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-DEUX EUROS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTS (EUR 115.182,90) pour le ramener de son montant de SEPT CENT QUINZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-DEUX EUROS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTS (EUR 715.182,90) à celui de SIX CENT MILLE EUROS (EUR 600.000,-) en vue de l'apurement total des pertes et en annulant CENT QUINZE MILLE CENT QUATRE-VINGT DEUX (115.182) actions.

5.- Fixation d'une nouvelle valeur nominale de UN EURO (EUR 1,-) aux SIX CENT MILLE (600.000) actions.

6.- Modification du premier alinéa de l'article trois des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 3. Premier alinéa.** Le capital social est fixé à SIX CENT MILLE EUROS (EUR 600.000,-) divisé en SIX CENT MILLE (600.000) actions de UN EURO (EUR 1,-) chacune.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière à pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de supprimer purement et simplement la valeur nominale des TRENTE ET UN MILLE (31.000) actions existantes.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de SIX CENT QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE CENT-QUATRE-VINGTDEUX EUROS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTS (EUR 684.182,90) pour le porter de son montant actuel de TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000) à celui de SEPT CENT QUINZE MILLE CENT QUATRE-VINGTDEUX EUROS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTS (EUR 715.182,90) par l'émission de SIX CENT QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE CENT QUATRE-VINGT-DEUX (684.182) actions sans désignation de valeur nominale.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'admettre à la souscription de la totalité des SIX CENT QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE CENT QUATRE-VINGT-DEUX (684.182) actions nouvelles tous les actionnaires existants au prorata de leur participation actuelle.

Les actionnaires, ici représentés par Madame Frédérique Vigneron, prénommée, en vertu des procurations dont mention ci-avant, souscrivent l'intégralité de l'augmentation de capital dont s'agit soit SIX CENT QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE CENT QUATRE-VINGT DEUX EUROS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTS (EUR 684.182,90) divisé en SIX CENT QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE CENT QUATRE-VINGT-DEUX (684.182) actions sans valeur nominale, et qu'ès qualité, ils libèrent cette souscription par incorporation d'une créance d'un montant de SIX CENT QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE CENT QUATRE-VINGT DEUX EUROS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTS (EUR 684.182,90) certaine, liquide et exigible existant à charge de la société et au profit des actionnaires.

Ledit apport a fait l'objet d'un rapport établi par la société ALTER AUDIT S.A R.L. ayant son siège social au 69 Rue de la Semois L-2533 Luxembourg en date du 17 mars 2011,

lequel rapport établi conformément à l'article 26-1 de la loi sur les sociétés, conclut comme suit:

Conclusion

Sur base de nos diligences telles décrites ci-dessus, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'apport ne correspond pas au nombre et au pair comptable des actions à émettre en contrepartie.

La rémunération des apports en nature consiste en 684.182 actions sans désignation de valeur nominale.

A la demande du Conseil d'Administration, ce rapport est uniquement destiné à satisfaire aux exigences de l'article 26-1 et 32-1 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée par la suite et peut être soumis à la direction de la Société, le notaire instrumentaire et les autorités concernées. Ce rapport ne peut pas être utilisé à d'autres fins ni remis à des parties tierces. Il ne peut pas être inclus ni mentionné dans un quelconque document ou publication, à l'exception de l'acte notarié, sans notre accord préalable.

Le prédit rapport, après avoir été signé ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Quatrième résolution

En vue de l'apurement total des pertes reportées, l'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de CENT QUINZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-DEUX EUROS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTS (EUR 115.182,90) pour le ramener de son montant –après augmentation de capital ci-avant- de SEPT CENT QUINZE MILLE CENT QUATRE-VINGTDEUX EUROS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTS (EUR 715.182,90) à celui de SIX CENT MILLE EUROS (EUR 600.000,-) en annulant CENT QUINZE MILLE CENT QUATRE-VINGT DEUX (115.182) actions existantes sans désignation de valeur nominale.

L'existence des pertes a été rapportée au notaire instrumentant par un bilan arrêté au 31 décembre 2010.

Une copie dudit bilan, après avoir été signée ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Cinquième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de fixer une nouvelle valeur nominale de chacune des SIX CENT MILLE (600.000) actions à UN EURO (EUR 1,-), de sorte que le capital social souscrit au montant de SIX CENT MILLE (EUR 600.000,-) sera représenté par SIX CENT MILLE (600.000) actions ayant toutes une valeur nominale de UN EURO (EUR 1,-) chacune.

Sixième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article trois des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 3. Premier alinéa.** Le capital social est fixé à SIX CENT MILLE EUROS (EUR 600.000,-), divisé en SIX CENT MILLE (600.000) actions de UN EURO (EUR 1,-) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de EUR 2.400,

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparantes prémentionnées ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: F. VIGNERON, S. WOLTER-SCHIERES, K. ROTI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 mars 2011. Relation: LAC/2011/14111. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 29 avril 2011.

Référence de publication: 2011061376/120.

(110069048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

Lyra Invest Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 133.054.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Joëlle BADEN

Notaire

Référence de publication: 2011063343/12.

(110070312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

FR Barra 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.027,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 153.156.

Suite à l'augmentation du capital social de la société FR Barra 1 S.à r.l. par contribution en nature de toutes les parts sociales de la société FR Barra 9 S.à r.l., en date du 4 mai 2011 et suivant l'assemblée générale extraordinaire de FR Barra 1 S.à r.l., les parts sociales de la société FR Barra 9 S.à r.l. ont été transférées comme suit:

- Barra Holdings LP a transféré:

* 19.991 parts sociales de classe ordinaire,

* 4 parts sociales de classe A,

* 4 parts sociales de classe B,

* 4 parts sociales de classe C,

* 4 parts sociales de classe D,

- * 4 parts sociales de classe E,
- * 4 parts sociales de classe F,
- * 4 parts sociales de classe G,
- * 4 parts sociales de classe H,
- * 4 parts sociales de classe I

à la société FR Barra 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège sociale au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153123.

Par conséquent, l'associé unique de la Société est désormais FR Barra 1 S.à r.l.

Pour mention aux fins de publication aux Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2011.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2011071770/30.

(110078812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

**Les Ormes S.A., Société Anonyme,
(anc. Sovendi).**

Siège social: L-5440 Remerschen, 104, Wäistrooss.

R.C.S. Luxembourg B 92.693.

Im Jahre zwei tausend elf.

Den fünfzehnten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, Großherzogtum Luxemburg.

Versammelten sich in ausserordentlicher Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft SOVENDI, mit Sitz in L-5440 Remerschen, 104, Wäistrooss, H.G.R. Luxemburg Nummer B 92693, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit dem damaligen Amtssitz in Mersch, am 18. März 2003, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 527 vom 15. Mai 2003, und deren Statuten abgeändert wurden:

- durch Urkunde aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, vorgenannt, am 9. März 2004, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 488 vom 10. Mai 2004;
- durch Urkunde aufgenommen durch Notar Joseph ELVINGER, mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 12. August 2005, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 269 vom 7. Februar 2006.

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Alain THILL, beruflich wohnhaft in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Der Vorsitzende bestellt zum Sekretär und die Versammlung wählt zum Stimmzähler Herr Stefan ZIEGLER, wohnhaft in F-57320 Bouzonville, 911, rue de Chauvigny (Frankreich).

Der Vorstand der Versammlung war damit bestellt und der Vorsitzende erklärt und ersucht den Notar folgendes zu beurkunden:

A) Dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

Tagesordnung:

- 1) Abänderung der Gesellschaftsbezeichnung in LES ORMES S.A.
- 2) Abänderung des Gesellschaftszweckes um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

"Die Gesellschaft hat zum Zweck die Anbietung, Leistung, Durchführung, von Heil- und Hilfsmittelversorgung, Massage, Therapien, Gesundheits- sowie Körperpflegediensten, Genesungshilfen, sowie auch den gewerblichen Verkauf und das Zurverfügungstellen von Heilprodukten und Heilgeräten jeder Art, ambulante Betreuung durch Therapeuten, sowie unter Ausschluss reiner Apothekendienste und des Verkaufs oder des Handels mit verordnungspflichtigen Medikamenten und Pharmazeutika.

Die Gesellschaft hat auch zum Zwecke die Realisierung jeglicher Immobilienprojekte, unter anderem der Erwerb, der Verkauf, der Tausch, der Bau, die Vermittlung von jeglichen Immobilienprojekten, entweder in ihrem eigenen Namen, oder durch Gesellschaften, welche denselben oder ähnlichen Zweck verfolgen. In letzteren Fällen kann die Gesellschaft Beteiligungen oder Interessen eingehen, welche nicht notwendigerweise mehrheitlich oder bestimmend sein müssen was ihre Führung anbetrifft. Im selben Zusammenhang kann die Gesellschaft auch Objekte vermieten, unter welcher Form auch immer, oder Objekte anmieten, oder dieselben untervermieten oder noch anders bewirtschaften.

Die Gesellschaft hat des Weiteren zum Zweck Beteiligungen unter welcher Form auch immer, an jeglichen Unternehmen, ob zivil, kommerzieller, industrieller, oder finanzieller Art, ob in Luxemburg oder im Ausland, zu erwerben, durch Beteiligung an deren Kapital, durch Titel und Stimmrechte, durch Einbringen von Werten, durch Zeichnung, durch

Option, Ankauf, Tausch, Aushandeln, oder auf jegliche andere Art und Weise, sowie auch der Erwerb von Patenten, Markenrechten, Lizenzkonzessionen, sowie den Erwerb von Mobiliar oder Im mobiliargütern, sowie deren Verwaltung und Bewirtschaftung.

Sie kann auch den Unternehmen in denen sie Interessen erwirbt, sowie Dritten, jegliche Unterstützung und finanzielle Hilfestellung zuwenden, dies auch unter der Form von Darlehen, Vorschüssen, Garantien, sowie sie auch Mittel leihen kann, sogar durch Ausgabe von Anleihen, oder sich anders verschulden um ihren Gesellschaftszweck zu erfüllen.

Sie kann generell jegliche kommerzielle, industrielle, mobiliare, immobiliare oder finanzielle Transaktionen ausführen, sowie auch Dienstleistungen erbringen, dies sowohl im Grossherzogtum Luxemburg wie auch im Ausland, sowie alle Transaktionen ausführen, welche der Erfüllung ihres Gesellschaftszweckes dienen."

3) Abschaffung der Statuten in französischer Sprache und Neufassung der Statuten in deutscher Sprache.

4) Statutarische Ernennungen.

5) Verschiedenes.

B) Dass die anwesenden oder vertretenden Gesellschafter, sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien, in einer Anwesenheitsliste vermerkt werden; diese Anwesenheitsliste wird von den anwesenden Gesellschaftern, den Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter, den Mitgliedern des Vorstands der Versammlung und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet.

C) Dass die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter, von den Mitgliedern des Vorstands der Versammlung und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet, dieser Urkunde beigegeben wird, um mit derselben eingetragen zu werden.

D) Dass sämtliche drei hundert zehn (310) Aktien, welche das gesamte Gesellschaftskapital von ein und dreissig tausend Euro (31.000,-EUR) darstellen, anwesend oder vertreten sind und dass alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, eine entsprechende Einberufung erhalten zu haben und dass sie vor Versammlungsdatum über die Tagesordnung verfügen konnten.

Somit waren keine weiteren Einberufsmittelungen erforderlich.

E) Dass diese Versammlung, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, ordnungsgemäss einberufen wurde und dass rechtsgültige Beschlüsse über alle in der Tagesordnung angegebenen Themen gefasst werden können.

Als dann hat die Generalversammlung, nach eingehender Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Bezeichnung der Gesellschaft in LES ORMES S.A. abzuändern.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den Gesellschaftszweck abzuändern um ihm den hiervor in Punkt 1) der Tagesordnung aufgeführten Wortlaut zu geben.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Abschaffung der Statuten in französischer Sprache und die Neufassung der Statuten in deutscher Sprache um ihnen folgenden Wortlaut zu geben.

"Titel I - Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Es besteht eine luxemburgische Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung LES ORMES S.A..

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Remerschen.

Er darf durch Verwaltungsratsbeschluss an jeden anderen Ort innerhalb der Gemeinde Schengen verlegt werden.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer oder wirtschaftlicher Natur eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Dieser Beschluss soll jedoch die luxemburgische Staatsangehörigkeit nicht beeinflussen. Die Sitzverlegung soll Drittpersonen durch das Organ der Gesellschaft mitgeteilt werden, welches unter den gegebenen Umständen hierzu am besten befähigt ist.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Die Gesellschaft hat zum Zweck die Anbietung, Leistung, Durchführung, von Heil- und Hilfsmittelversorgung, Massage, Therapien, Gesundheits- sowie Körperpflegediensten, Genesungshilfen, sowie auch den gewerblichen Verkauf und das Zurverfügungstellen von Heilprodukten und Heilgeräten jeder Art, ambulante Betreuung durch Therapeuten, sowie unter Ausschluss reiner Apothekendienste und des Verkaufs oder des Handels mit verordnungspflichtigen Medikamenten und Pharmazeutika.

Die Gesellschaft hat auch zum Zwecke die Realisierung jeglicher Immobilienprojekte, unter anderem der Erwerb, der Verkauf, der Tausch, der Bau, die Vermittlung von jeglichen Immobilienprojekten, entweder in ihrem eigenen Namen, oder durch Gesellschaften, welche denselben oder ähnlichen Zweck verfolgen. In letzteren Fällen kann die Gesellschaft

Beteiligungen oder Interessen eingehen, welche nicht notwendigerweise mehrheitlich oder bestimmend sein müssen was ihre Führung anbetrifft. Im selben Zusammenhang kann die Gesellschaft auch Objekte vermieten, unter welcher Form auch immer, oder Objekte anmieten, oder dieselben untervermieten oder noch anders bewirtschaften.

Die Gesellschaft hat des Weiteren zum Zweck Beteiligungen unter welcher Form auch immer, an jeglichen Unternehmen, ob zivil, kommerzieller, industrieller, oder finanzieller Art, ob in Luxemburg oder im Ausland, zu erwerben, durch Beteiligung an deren Kapital, durch Titel und Stimmrechte, durch Einbringen von Werten, durch Zeichnung, durch Option, Ankauf, Tausch, Aushandeln, oder auf jegliche andere Art und Weise, sowie auch der Erwerb von Patenten, Markenrechten, Lizenzkonzessionen, sowie den Erwerb von Mobiliar-oder Immobiliargütern, sowie deren Verwaltung und Bewirtschaftung.

Sie kann auch den Unternehmen in denen sie Interessen erwirbt, sowie Dritten, jegliche Unterstützung und finanzielle Hilfestellung zuwenden, dies auch unter der Form von Darlehen, Vorschüssen, Garantien, sowie sie auch Mittel leihen kann, sogar durch Ausgabe von Anleihen, oder sich anders verschulden um ihren Gesellschaftszweck zu erfüllen.

Sie kann generell jegliche kommerzielle, industrielle, mobiliare, immobilare oder finanzielle Transaktionen ausführen, sowie auch Dienstleistungen erbringen, dies sowohl im Grossherzogtum Luxemburg wie auch im Ausland, sowie alle Transaktionen ausführen, welche der Erfüllung ihres Gesellschaftszweckes dienen.

Titel II - Kapital, Aktien

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt ein und dreissig tausend Euro (31.000,-EUR), eingeteilt in drei hundert zehn (310) Aktien mit einem Nennwert von jeweils ein hundert Euro (100,-EUR).

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre.

Die Gesellschaft darf im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Das Gesellschaftskapital darf den gesetzlichen Bedingungen entsprechend erhöht oder reduziert werden.

Sofern und solange ein Gesellschafter alleiniger Inhaber aller Aktien ist, gilt die Gesellschaft als Einmannaktiengesellschaft im Sinne des Gesetzes vom 25. August 2006 über die europäische Gesellschaft (SE), die Aktiengesellschaft mit Vorstand und Aufsichtsrat („société anonyme à directoire et conseil de surveillance“) und die Einmannaktiengesellschaft („société anonyme unipersonnelle“). Zählt die Gesellschaft nur eine Person, so wird diese als „Alleingesellschafter“ bezeichnet. Die Gesellschaft kann einen Alleingesellschafter bei ihrer Gründung oder als Folge der Vereinigung sämtlicher Aktien in einer Hand haben. Das Ableben oder die Auflösung des Alleingeschafters bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

Titel III – Verwaltung

Art. 6. Die Gesellschaft wird verwaltet von einem Verwaltungsrat bestehend aus mindestens drei Mitgliedern, Gesellschafter oder nicht, welche für eine Höchstdauer von sechs Jahren von der Generalversammlung der Aktionäre ernannt werden und von ihr wieder abberufen werden können.

Besteht die Gesellschaft jedoch nur aus einem Alleingesellschafter oder wird anlässlich einer Generalversammlung der Aktionäre festgestellt, dass sie nur noch einen Alleingesellschafter zählt, kann die Zusammensetzung des Verwaltungsrats auf ein Mitglied beschränkt werden, welches als Alleinverwalter („administrateur unique“) bezeichnet wird, dies bis zur nächsten auf die Feststellung der Existenz von mehr als einem Gesellschafter folgenden ordentlichen Generalversammlung.

Sie bestimmt die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Amtszeit und ihre Vergütung.

Art. 7. Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden; in dessen Abwesenheit kann der Vorsitz einer Verwaltungsratssitzung einem Verwaltungsratsmitglied übertragen werden. Auf Antrag des Vorsitzenden kommt der Verwaltungsrat so oft zusammen, wie es das Interesse der Gesellschaft erfordert. Er muss zusammenkommen, wenn zwei Verwaltungsratsmitglieder dies verlangen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist; die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, die schriftlich, telegraphisch oder per elektronische Post erfolgen kann, ist gestattet.

In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Telekopie oder elektronische Post erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der laufenden Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Falls sich der Verwaltungsrat auf einen Alleinverwalter beschränkt, ist dieser Artikel nicht anwendbar.

Art. 8. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Verwaltungs- und Veräußerungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes vorzunehmen. Alles was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, unter den gesetzlichen Bedingungen Vorschüsse auf Dividenden auszuzahlen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird rechtsverbindlich vertreten durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Einzelunterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes.

Falls die Gesellschaft einen Alleinverwalter hat, wird sie durch dessen Einzelunterschrift verpflichtet.

Art. 10. Der Verwaltungsrat darf seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäftsführung einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, welche delegierte Verwaltungsratsmitglieder genannt werden, übertragen.

Er darf ebenfalls die Führung der Gesellschaft oder einer Einzelabteilung einem oder mehreren Direktoren übertragen und Spezialvollmachten für bestimmte Angelegenheiten einem oder mehreren Bevollmächtigten erteilen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Art. 11. Streitfälle, an denen die Gesellschaft als Kläger oder Beklagter beteiligt ist, werden im Namen der Gesellschaft vom Verwaltungsrat abgewickelt, welcher durch seinen Vorsitzenden oder durch das speziell für diesen Zweck bestimmte Verwaltungsratsmitglied vertreten wird.

Titel IV - Aufsicht

Art. 12. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche die Generalversammlung der Aktionäre ernannt. Die Generalversammlung bestimmt außerdem ihre Zahl und ihre Vergütung sowie ihre Amtszeit, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Titel V - Generalversammlung

Art. 13. Die jährliche Generalversammlung findet rechtens statt am dritten Freitag des Monats Juni um 15.00 Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.

Sofern dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Generalversammlung am ersten darauffolgenden Werktag statt.

Sofern die Gesellschaft einen Alleingesellschafter zählt, übt dieser die der Generalversammlung der Aktionäre zufallenden Befugnisse aus.

Titel VI - Geschäftsjahr, Gewinnverteilung

Art. 14. Das Geschäftsjahr läuft jeweils vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 15. Der positive Saldo der Gewinn- und Verlustrechnung nach Abzug der allgemeinen Unkosten und der Abschreibungen bildet den Reingewinn der Gesellschaft. Jedes Jahr werden fünf Prozent des Reingewinns vorweggenommen und der gesetzlichen Rücklage zugeführt. Diese Vorwegnahmen und Zuführungen sind nicht mehr zwingend vorgeschrieben, wenn die Rücklage zehn Prozent des Kapitals erreicht hat, müssen jedoch wieder einsetzen bis zu seiner vollständigen Wiederherstellung, wenn der Rücklagefonds zu einem gegebenen Zeitpunkt aus welchem Grund auch immer in Anspruch genommen worden ist.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Titel VII - Auflösung, Liquidation

Art. 16. Die Gesellschaft kann durch einen Generalversammlungsbeschluss der Aktionäre aufgelöst werden. Ein oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ernannt von der Generalversammlung der Aktionäre, welche ihre Befugnisse und Vergütungen bestimmt, führen die Liquidation durch.

Titel VIII - Allgemeine Bestimmungen

Art. 17. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschließlich der Änderungsgesetze, finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet."

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Herren Bruno BOUR und Raphaël BOUR als Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft abuberufen ohne denselben Entlast für die Ausübung ihrer Mandate zu erteilen.

Die Generalversammlung ernannt zu neuen Verwaltungsratsmitglieder:

- Frau Claudia HUBERTUS, geborene ZIEGLER, geboren in Völklingen (Deutschland), am 23. November 1957, wohnhaft in D-66346 Püttlingen, Maximilian-Kolbe-Strasse 13 (Deutschland);

- Frau Ellen RICHTER, geboren in Grossenhain (Deutschland), am 25. Juni 1984, wohnhaft in F-57320 Bouzonville, 9-11, rue de Chauvigny (Frankreich);

und bestätigt Herrn Stefan ZIEGLER, geboren in Schaffhausen (Schweiz), am 14. November 1959, wohnhaft in F-57320 Bouzonville, 9-11, rue de Chauvigny (Frankreich), als Verwaltungsratsmitglied.

Das Mandat sämtlicher Verwaltungsratsmitglieder endet sofort nach der jährlichen Generalversammlung von 2016.

Mit dem Einverständnis des Verwaltungsrates der Gesellschaft ernennt die Generalversammlung Herrn Stefan ZIEGLER, vorgenannt, zum Delegierten (Bevollmächtigten) des Verwaltungsrates, welcher die Gesellschaft durch seine Einzelunterschrift verpflichten kann.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung stellt fest dass der Kommissar der Gesellschaft die Aktiengesellschaft AUDIEX S.A. ihr Mandat niedergelegt hat.

Somit ernennt die Generalversammlung zum neuen Kommissar der Gesellschaft:

Die Aktiengesellschaft COMMISSAIRE AUX COMPTES S.A., mit Sitz in L-4276 Esch-sur-Alzette, 14, rue Pasteur, H.G.R. Luxemburg Nummer B 131410.

Das Mandat des Kommissars endet sofort nach der jährlichen Generalversammlung von 2016.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt neun hundert fünfzig Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung für abgeschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Alain THILL, Stefan ZIEGLER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 20 avril 2011. Relation GRE/2011/1591. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Für gleichlautende Kopie erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 27. April 2011.

Référence de publication: 2011059814/225.

(110067083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2011.

Multidach S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5366 Munsbach, 266, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 147.324.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011063344/10.

(110070281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

MG Immobilier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 78.585.

Les comptes annuels abrégés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CORPORATE ACCOUNTING & MANAGEMENT SERVICES S.C.

Agent domiciliataire

Richard Turner

Expert-comptable

Référence de publication: 2011063345/14.

(110070474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Eur@fnet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 73.627.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires Tenue Extraordinairement au siège social, le 9 mai 2011 à 14.00 heures.

Reconduction des mandats de Monsieur Marc Ambroisien, Monsieur Frédéric Otto, Monsieur Mathieu Dierstein et Madame Patricia Husson en tant qu'Administrateurs, pour une durée de six ans. Leur mandat prenant fin à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'année 2016.

Reconduction du mandat du Commissaire aux Comptes, Vaalux S.à r.l. référencé auprès du RCS Luxembourg sous le numéro B 63320, ayant son siège au 43 Route d'Arlon, L-8009 Strassen, pour une durée de six ans. Son mandat prenant fin à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'année 2016.

Reconduction du mandat de Madame Patricia Husson en tant qu'Administrateur-délégué pour une durée de six ans. Son mandat prenant fin à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'année 2016.

Luxembourg, le 9 mai 2011.

Pour la société

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011070875/21.

(110077535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2011.

Comfi S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 133.391.

DISSOLUTION

L'an deux mille onze,

le trois mai.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

la société «COMFI & PUBLISHING Sprl», une société à responsabilité limitée constituée et existant sous le droit belge, établie et ayant son siège social à Lennikse Baan, 451, B-1070, Bruxelles (Belgique), inscrite au Registre de Commerce de Nivelles sous le numéro 60 607,

ici représentée par:

Monsieur Marc VAN HOEK, expert-comptable, avec adresse professionnelle au 16 rue de Nassau, L-2213 Luxembourg,

en vertu d'une procuration générale donnée à Bruxelles (Belgique), le 1^{er} avril 2011,

laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné restera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

Lequel mandataire, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

1.- Que la société «COMFI & PUBLISHING Sprl», prédésignée, est la seule et unique associée de la société «COMFI S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social au 16 rue de Nassau, L-2213 Luxembourg,

constituée suivant acte notarié dressé en date du 08 octobre 2007, lequel acte fut publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2846 du 07 décembre 2007, page 136 601;

2.- Que les statuts de la Société ne furent jamais modifiés depuis sa création;

3.- Que le capital social de la Société s'élève donc, depuis son acte de constitution, à DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (12'400.-EUR) et se trouve représenté par cent vingt-quatre (124) parts sociales d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.-EUR) chacune, toutes intégralement libérées en numéraire;

4.- Qu'en tant qu'associée unique la société «COMFI & PUBLISHING Sprl» déclare dissoudre ladite Société avec effet immédiat;

5.- Que l'associée unique, elle-même agissant encore en sa qualité de seul liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé, qu'elle, en tant qu'associée unique, est investie de tout l'actif et qu'elle a réglé tout le passif de la

Société dissoute s'engageant à reprendre tous actifs, dettes et autre engagements de la Société dissoute et de répondre personnellement de toute éventuelle obligation inconnue à l'heure actuelle.

6.- Que partant la Société soit et est par le présent acte liquidée;

7.- Que décharge pleine et entière est accordée au gérant unique de la Société, Monsieur Gunther DE BACKER, pour l'exercice de son mandat jusqu'à ce jour;

8.- Que les livres, documents et pièces relatifs à la Société resteront conservés durant cinq ans à l'ancien siège de la Société, soit 16 rue de Nassau, L-2213 Luxembourg;

9.- Que l'associée unique déclare prendre à sa charge tous les frais résultant du présent acte.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire de la partie comparante prémentionnée a signé avec Nous le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: M. VAN HOEK, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 4 mai 2011. Relation: EAC/2011/5825. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011062728/50.

(110070708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

MG Immobilier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 78.585.

Les comptes annuels abrégés au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CORPORATE ACCOUNTING & MANAGEMENT SERVICES S.C.

Agent domiciliataire

Richard Turner

Expert-comptable

Référence de publication: 2011063346/14.

(110070478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Mira Invest Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 133.055.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Joëlle BADEN

Notaire

Référence de publication: 2011063348/12.

(110070299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

United Investors Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 129.617.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société le jeudi 24 mars 2011 à 11 heures

Cinquième Résolution

L'Assemblée décide de reconduire le mandat d'administrateur de Messieurs Jérôme Tordo, Ignacio Pedrosa Taboada, Beltran Parages Revertera, Jean-Baptiste Blanc et BNP Paribas Securities Services - Succursale de Luxembourg, représentée par Monsieur Paulo Guia pour un terme d'un an venant à échéance à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires en 2012.

Sixième Résolution

L'Assemblée décide de reconduire le mandat du réviseur d'entreprises, PricewaterhouseCoopers Sàrl Luxembourg, pour un terme d'un an devant expirer à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2012.

BNP Paribas Securities Services - Succursale de Luxembourg

Référence de publication: 2011063978/18.

(110070934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Grace Lodge Care Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 152.615.

In the year two thousand and eleven, on the fifteenth of April.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Gracewell Properties Holding S. à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office in L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur, (hereafter referred to as the "Sole Shareholder");

duly represented by Mrs Ingrid Stüger, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy dated April 14, 2011.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to state:

I. that Gracewell Properties Holding S. à r.l., is the Sole Shareholder of Grace Lodge Care Investments S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office set at L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur, inscrite au registre B 152615, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 8 April 2010, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C (the «Mémorial») number 1141 of 1 June 2010, the articles of incorporation of which have been amended pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on 10 August 2010, published in the Mémorial number 2056 of 1 October 2010.

I. that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1.- Suppression of the actual par value of the FIVE HUNDRED (500) existing shares representing the entire share capital fixed at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (EUR 12,500.-).

2.- Conversion of the share capital from twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500.-) into ten thousand seven hundred and eighty-two Pound Sterling and seventy-one pence (GBP 10,782.71-) at the exchange rate of GBP 0,8626 = EUR 1., with effect on 1st January 2011.

3.- Increase of the share capital by the amount of nine thousand two hundred and seventeen Pound Sterling and twenty-nine pence (GBP 9,217.29) in order to raise it from its present amount –after conversion– of ten thousand seven hundred and eighty-two Pound Sterling and seventy-one pence (GBP 10,782.71-) up to twenty thousand Pound Sterling (GBP 20,000.-) by payment in cash of nine thousand two hundred and seventeen Pound Sterling and twenty-nine pence (GBP 9,217.29) without issuance of new shares.

4.- Re-introduction of a nominal value for each share amounting to one Pound Sterling (GBP 1.-).

5.- To confer all powers to the manager to proceed to the essential book entries and to convert all the books and documents of the company from EUR into GBP and to proceed to the exchange of the FIVE HUNDRED (500) shares of TWENTY-FIVE EURO (EUR 25.-) against twenty thousand (20,000) shares of one Pound Sterling (GBP 1.-).

6.- Subsequent amendment of article 5 of the Articles of Incorporation.

First resolution

The Sole Shareholder resolves to suppress the actual par value of the FIVE HUNDRED (500) existing shares representing the entire share capital fixed at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (EUR 12,500.-).

Second resolution

The Sole Shareholder, with effect on 1st January 2011, resolves to convert the share capital from twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500.-) into ten thousand seven hundred and eighty-two Pound Sterling and seventy-one pence (GBP 10,782.71-) at the exchange rate of GBP 0,8626 = EUR 1.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital by the amount of nine thousand two hundred and seventeen Pound Sterling and twenty-nine pence (GBP 9,217.29) in order to raise it from its present amount –after conversion– of

ten thousand seven hundred and eighty-two Pound Sterling and seventy-one pence (GBP 10,782.71-) up to twenty thousand Pound Sterling (GBP 20,000.-) by payment in cash of nine thousand two hundred and seventeen Pound Sterling and twenty-nine pence (GBP 9,217.29) without issuance of new shares.

Proof of the payment of nine thousand two hundred and seventeen Pound Sterling and twenty-nine pence (GBP 9,217.29) made in cash by the Sole Shareholder has been given to the undersigned notary.

Fourth resolution

The Sole Shareholder decides to re-introduce a nominal value for each share amounting to one Pound Sterling (GBP 1.-).

Fifth resolution

The Sole Shareholder decides to confer all powers to the managers to proceed to the essential book entries and to convert all the books and documents of the company from EUR into GBP and to proceed to the exchange of the FIVE HUNDRED (500) shares of TWENTY-FIVE EURO (EUR 25.-) against twenty thousand (20,000) shares of one Pound Sterling (GBP 1.-).

Sixth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder decided to amend article 5 of the articles of incorporation to read as follows:

Art. 5. "The issued share capital of the Company is set at twenty thousand Pound Sterling (GBP 20,000.-) divided into twenty thousand (20,000) shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each.."

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it have been estimated at about EUR 1,200.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille onze, le quinze avril.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Gracewell Properties Holding S. à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur (ci-après désigné l'«Associé Unique»);

dûment représentée par Madame Ingrid Stüger, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration datée du 14 avril 2011.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, agissant «s-qualité», a déclaré et demandé au notaire d'acter:

Il. que Gracewell Properties Holdings S. à r.l., est l'Associé Unique de Grace Lodge Care Investments S.a.r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 6, Avenue Pasteur, inscrite au registre B 152615, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 8 avril 2010, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C (le «Mémorial») numéro 1141 du 1 juin 2010, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 août 2010, publié au Mémorial numéro 2056 du 1 octobre 2010.

Il que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1.- Suppression de la valeur nominale actuelle des CINQ CENTS (500) parts sociales existantes et représentant l'entière du capital social fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-).

2.- Conversion du capital social de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) en dix mille sept cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante et onze pence (GBP 10.782,71), au cours de change de GBP 0,86268 = EUR 1.-avec effet au 1^{er} janvier 2011.

3.- Augmentation du capital social à concurrence de neuf mille deux cent dix-sept Livres Sterling et vingt-neuf pence (GBP 9.217,29) pour le porter de son montant actuel –après conversion-de dix mille sept cent quatre-vingt-deux Livres

Sterling et soixante et onze pence (GBP 10.782,71), à vingt mille Livres Sterling (GBP 20.000,-) par paiement en espèces d'un montant de dix mille sept cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante et onze pence (GBP 10.782,71), sans émission de parts sociales nouvelles.

4.- Réintroduction d'une valeur nominale de une Livre Sterling (GBP 1,-) à toutes les parts sociales.

5.- De conférer tous pouvoirs au gérant de procéder aux écritures comptables qui s'imposent, pour convertir tous les livres et documents de la société de EUR en GBP et pour procéder à l'échange des CINQ CENTS (500) parts sociales de VINGT-CINQ EUROS (EUR 25,-) contre VINGT MILLE (20.000) parts sociales de UNE LIVRE STERLING (GBP 1,-).

6.- Modification subséquente de l'article 5 des statuts. Ensuite l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes

Première résolution

L'Associé unique décide de supprimer la valeur nominale actuelle des CINQ CENTS (500) parts sociales existantes et représentant l'entière du capital social fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-).

Deuxième résolution

L'associé unique, avec effet au 1^{er} janvier 2011, décide de convertir le capital social de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) en dix mille sept cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante et onze pence (GBP 10.782,71), au cours de change de GBP 0,86268 = EUR 1.

Troisième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de neuf mille deux cent dix-sept Livres Sterling et vingt-neuf pence (GBP 9.217,29) pour le porter de son montant actuel –après conversion– de dix mille sept cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante et onze pence (GBP 10.782,71), à vingt mille Livres Sterling (GBP 20.000,-) par paiement en espèces d'un montant de dix mille sept cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante et onze pence (GBP 10.782,71), sans émission de parts sociales nouvelles.

La preuve du paiement de dix mille sept cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante et onze pence (GBP 10.782,71), effectué en numéraire par l'associé unique a été donnée au notaire instrumentant.

Quatrième résolution

L'assemblée décide réintroduire une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) à toutes les parts sociales.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de conférer tous pouvoirs aux gérants de procéder aux écritures comptables qui s'imposent, pour convertir tous les livres et documents de la société de EUR en GBP et pour procéder à l'échange des CINQ CENTS (500) parts sociales de VINGT-CINQ EUROS (EUR 25,-) contre VINGT MILLE (20.000) parts sociales d'UNE LIVRE STERLING (GBP 1,-).

Sixième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de VINGT MILLE LIVRES STERLING (GBP 20.000,-), représenté par VINGT MILLE (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'UNE LIVRE STERLING (GBP 1,-) chacune. »

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de cette assemblée générale extraordinaire est estimé à environ EUR 1.200,-.

Le notaire soussigné qui parle et comprend l'anglais, déclare que la partie comparante ci-dessus mentionnée l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande de ladite partie comparante, il est noté qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: I. STÜGER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 avril 2011. Relation: LAC/2011/18729. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 mai 2011.

Référence de publication: 2011061466/151.

(110068872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

Orsay-Re, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 90.130.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société ORSAY-RE

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011063357/11.

(110070908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Grace Lodge Care Operating S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 154.219.

In the year two thousand and eleven, on the fifteenth of April.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Grace Lodge Care Holdings S. à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office in L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur, (hereafter referred to as the "Sole Shareholder");

duly represented by Mrs Ingrid Stüger, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy dated April 14, 2011.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to staet:

I. that Grace Lodge Care Holdings S. à r.l., is the Sole Shareholder of Grace Lodge Care Operating S.a.r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office set at L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur, inscrite au registre B 154219, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on 6 July 2010, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C (the «Mémorial») number 1701 of 20 August 2010, the articles of incorporation of which have been amended pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, prenamed, on 26 August 2010, published in the Mémorial number 2173 of 14 October 2010.

I. that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1.- Suppression of the actual par value of the FIVE HUNDRED (500) existing shares representing the entire share capital fixed at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (EUR 12,500.-).

2.- Conversion of the share capital from twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500.-) into ten thousand seven hundred and eighty-two Pound Sterling and seventy-one pence (GBP 10,782.71-) at the exchange rate of GBP 0,8626 = EUR 1., with effect on 1st January 2011.

3.- Increase of the share capital by the amount of nine thousand two hundred and seventeen Pound Sterling and twenty-nine pence (GBP 9,217.29) in order to raise it from its present amount -after conversion- of ten thousand seven hundred and eighty-two Pound Sterling and seventy-one pence (GBP 10,782.71-) up to twenty thousand Pound Sterling (GBP 20,000.-) by payment in cash of nine thousand two hundred and seventeen Pound Sterling and twenty-nine pence (GBP 9,217-29) without issuance of new shares.

4.- Re-introduction of a nominal value for each share amounting to one Pound Sterling (GBP 1.-).

5.- To confer all powers to the manager to proceed to the essential book entries and to convert all the books and documents of the company from EUR into GBP and to proceed to the exchange of the FIVE HUNDRED (500) shares of TWENTY-FIVE EURO (EUR 25.-) against twenty thousand (20,000) shares of one Pound Sterling (GBP 1.-).

6.- Subsequent amendment of article 5 of the Articles of Incorporation.

First resolution

The Sole Shareholder resolves to suppress the actual par value of the FIVE HUNDRED (500) existing shares representing the entire share capital fixed at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (EUR 12,500.-).

Second resolution

The Sole Shareholder, with effect on 1st January 2011, resolves to convert the share capital from twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500.-) into ten thousand seven hundred and eighty-two Pound Sterling and seventy-one pence (GBP 10,782.71-) at the exchange rate of GBP 0,8626 = EUR 1.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital by the amount of nine thousand two hundred and seventeen Pound Sterling and twenty-nine pence (GBP 9,217.29) in order to raise it from its present amount -after conversion- of ten thousand seven hundred and eighty-two Pound Sterling and seventy-one pence (GBP 10,782.71-) up to twenty thousand Pound Sterling (GBP 20,000.-) by payment in cash of nine thousand two hundred and seventeen Pound Sterling and twenty-nine pence (GBP 9,217.29) without issuance of new shares.

Proof of the payment of nine thousand two hundred and seventeen Pound Sterling and twenty-nine pence (GBP 9,217.29) made in cash by the Sole Shareholder has been given to the undersigned notary.

Fourth resolution

The Sole Shareholder decides to re-introduce a nominal value for each share amounting to one Pound Sterling (GBP 1.-).

Fifth resolution

The Sole Shareholder decides to confer all powers to the managers to proceed to the essential book entries and to convert all the books and documents of the company from EUR into GBP and to proceed to the exchange of the FIVE HUNDRED (500) shares of TWENTY-FIVE EURO (EUR 25.-) against twenty thousand (20,000) shares of one Pound Sterling (GBP 1.-).

Sixth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder decided to amend article 5 of the articles of incorporation to read as follows:

Art. 5. "The issued share capital of the Company is set at twenty thousand Pound Sterling (GBP 20,000.-) divided into twenty thousand (20,000) shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each.."

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it have been estimated at about EUR 1,200.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille onze, le quinze avril.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Grace Lodge Care Holdings S. à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur (ci-après désigné l'«Associé Unique»);

dûment représentée par Madame Ingrid Stüger, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration datée du 14 avril 2011.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, agissant ès-qualité, a déclaré et demandé au notaire d'acter:

Il. que Grace Lodge Care Holdings S. à r.l., est l'Associé Unique de Grace Lodge Care Operating S.a.r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 6, Avenue Pasteur, inscrite au registre B 154219, constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 juillet 2010, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C (le «Mémorial») numéro 1701 du 20 août 2010, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, prénommé, en date du 26 août 2010, publié au Mémorial numéro 2173 du 14 octobre 2010.

Il que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1.- Suppression de la valeur nominale actuelle des CINQ CENTS (500) parts sociales existantes et représentant l'entière du capital social fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-).

2.- Conversion du capital social de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) en dix mille sept cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante et onze pence (GBP 10.782,71), au cours de change de GBP 0,86268 = EUR 1.- avec effet au 1^{er} janvier 2011.

3.- Augmentation du capital social à concurrence de neuf mille deux cent dix-sept Livres Sterling et vingt-neuf pence (GBP 9.217,29) pour le porter de son montant actuel -après conversion- de dix mille sept cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante et onze pence (GBP 10.782,71), à vingt mille Livres Sterling (GBP 20.000,-) par paiement en espèces d'un montant de dix mille sept cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante et onze pence (GBP 10.782,71), sans émission de parts sociales nouvelles.

4.- Réintroduction d'une valeur nominale de une Livre Sterling (GBP 1,-) à toutes les parts sociales.

5.- De conférer tous pouvoirs au gérant de procéder aux écritures comptables qui s'imposent, pour convertir tous les livres et documents de la société de EUR en GBP et pour procéder à l'échange des CINQ CENTS (500) parts sociales de VINGT-CINQ EUROS (EUR 25,-) contre VINGT MILLE (20.000) parts sociales de UNE LIVRE STERLING (GBP 1,-).

6.- Modification subséquente de l'article 5 des statuts. Ensuite l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes

Première résolution

L'Associé unique décide de supprimer la valeur nominale actuelle des CINQ CENTS (500) parts sociales existantes et représentant l'entière du capital social fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-).

Deuxième résolution

L'associé unique, avec effet au 1^{er} janvier 2011, décide de convertir le capital social de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) en dix mille sept cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante et onze pence (GBP 10.782,71), au cours de change de GBP 0,86268 = EUR 1.

Troisième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de neuf mille deux cent dix-sept Livres Sterling et vingt-neuf pence (GBP 9.217,29) pour le porter de son montant actuel -après conversion- de dix mille sept cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante et onze pence (GBP 10.782,71), à vingt mille Livres Sterling (GBP 20.000,-) par paiement en espèces d'un montant de dix mille sept cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante et onze pence (GBP 10.782,71), sans émission de parts sociales nouvelles.

La preuve du paiement de dix mille sept cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante et onze pence (GBP 10.782,71), effectué en numéraire par l'associé unique a été donnée au notaire instrumentant.

Quatrième résolution

L'assemblée décide réintroduire une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) à toutes les parts sociales.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de conférer tous pouvoirs aux gérants de procéder aux écritures comptables qui s'imposent, pour convertir tous les livres et documents de la société de EUR en GBP et pour procéder à l'échange des CINQ CENTS (500) parts sociales de VINGT-CINQ EUROS (EUR 25,-) contre VINGT MILLE (20.000) parts sociales d'UNE LIVRE STERLING (GBP 1,-).

Sixième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de VINGT MILLE LIVRES STERLING (GBP 20.000,-), représenté par VINGT MILLE (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'UNE LIVRE STERLING (GBP 1,-) chacune. »

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de cette assemblée générale extraordinaire est estimé à environ EUR 1.200,-.

Le notaire soussigné qui parle et comprend l'anglais, déclare que la partie comparante ci-dessus mentionnée l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande de ladite partie comparante, il est noté qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: I. STÜGER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 avril 2011. Relation: LAC/2011/18728. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 mai 2011.

Référence de publication: 2011061467/151.

(110068866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

QS Geo Pep S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 135.186.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011063362/11.

(110070810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

MP Papel Equity Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 149.485.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Halsey Sàrl

Représentée par Christophe Gammal

Gérant

Référence de publication: 2011063349/12.

(110070368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

MP Papel Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 147.449.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Halsey Sàrl

Représentée par Christophe Gammal

Gérant

Référence de publication: 2011063350/12.

(110070374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

MSEOF Bayerstrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 112.897.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011063351/10.

(110070873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

European City Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 95.025.

Extrait des décisions prises par les associés en date du 17 mars 2011

1. M. Jean-Christophe DAUPHIN a démissionné de son mandat de gérant.
2. Mme Ruth BRAND a démissionné de son mandat de gérant.
3. M. Hugo FROMENT, administrateur de sociétés, né à Laxou (France), le 22.2.1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.
4. M. Pierre CLAUDEL, administrateur de sociétés, né à Schiltigheim (France), le 23.5.1978, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 24.5.2011.

Pour extrait sincère et conforme

Pour EUROPEAN CITY PROPERTIES S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011072053/20.

(110080369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2011.

Multiple Managers Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 53.934.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Multiple Managers SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC Dexia Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2011063352/14.

(110070588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Murdelux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 127.771.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 MAI 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011063353/10.

(110070504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Nextam Partners, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 6, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 126.927.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011063355/10.

(110070633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Eagle 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 127.057.

AUSZUG

Aus dem Gesellschafterbeschluss der Gesellschaft vom 17. Mai 2011 geht hervor, dass

- dem Rücktrittsgesuch von Herrn Robert Barnes von seiner Funktion als Geschäftsführer der Gesellschaft mit Wirkung zum 17. Mai 2011 stattgegeben wurde;
- dem Rücktrittsgesuch von Herrn Daniel Ward von seiner Funktion als Geschäftsführer der Gesellschaft mit Wirkung zum 17. Mai 2011 stattgegeben wurde;
- Herr Scott D. Harvel, geboren am 12. Juli 1956 in Albuquerque, New Mexico, USA, geschäftsansässig 7, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg, zum neuen alleinigen Geschäftsführer der Gesellschaft berufen wurde, dies mit Wirkung zum 17. Mai 2011 und auf unbestimmte Zeit.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Silvia Mathieu
Bevollmächtigte

Référence de publication: 2011072408/20.

(110079248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Gracewell Investment No 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 159.929.

In the year two thousand and eleven, on the fifteenth day of April.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:-

Gracewell Properties Holding S. à r.l., a company incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, (hereafter referred to as the "Sole Shareholder");
duly represented by Mrs Ingrid Stüger, with professional address at 6, avenue Pasteur, L-12310 Luxembourg,
by virtue of a proxy dated April 14, 2011.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in the here above stated capacity, requested the -undersigned notary to state:

I. that Gracewell Properties Holding S. à r.l. is the Sole Shareholder of Gracewell Investment N° 2 S.a.r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office set at L-2310 Luxembourg, 6, Avenue Pasteur, incorporated by a deed of the undersigned notary on 17 March 2011, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

II. that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. To change the nominal value of the shares of the company from twenty-two Pound Sterling (GBP 22.-) each to one hundred Pound Sterling (GBP 100.-) each, so that the capital will be represented by one hundred and ten (110) shares having a par value of one hundred Pound Sterling (GBP 100.-) each.

2.- To confer all powers to the manager to proceed to the essential book entries and to proceed to the exchange of the FIVE HUNDRED (500) shares of twenty-two Pound Sterling (GBP 22.-) each against one hundred and ten (110) shares of one hundred Pound Sterling (GBP 100.-) each.

3.- Increase of the corporate capital of the Company by an amount of nine thousand Pound Sterling (GBP 9,000.-) so as to bring it from its current amount of eleven thousand Pound Sterling (GBP 11,000.-) up to twenty thousand Pound Sterling (GBP 20,000.-) by the issue of ninety (90) shares having a par value of one hundred Pound Sterling (GBP 100.-) each.

4. Subscription and payment of all additional shares by payment in cash;

5. Subsequent amendment of article 5 of the articles of incorporation in order to reflect the planned corporate capital increase; and

6. Any other business. Then the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder decides to change the nominal value of the existing five hundred (500) shares of the company from twenty-two Pound Sterling (GBP 22.-) each to one hundred Pound Sterling (GBP 100.-) each, so that the capital will be represented by one hundred and ten (110) shares having a par value of one hundred Pound Sterling (GBP 100.-) each.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to confer all powers to the managers to proceed to the essential book entries and to proceed to the exchange of the FIVE HUNDRED (500) shares of twenty-two Pound Sterling (GBP 22.-) each against one hundred and ten (110) shares of one hundred Pound Sterling (GBP 100.-) each.

Third resolution

The Sole Shareholder decides to increase the corporate capital of the Company by an amount of nine thousand Pound Sterling (GBP 9,000.-) so as to bring it from its current amount of eleven thousand Pound Sterling (GBP 11,000.-) up to twenty thousand Pound Sterling (GBP 20,000.-) by the issue of ninety (90) shares having a par value of one hundred Pound Sterling (GBP 100.-) each.

All the ninety (90) new shares have been subscribed by the Sole Shareholder, here represented as aforementioned, and paid up by payment in cash so that the amount of nine thousand Pound Sterling (GBP 9,000.-) is at the disposal of the company; proof of the payments has been given to the undersigned notary.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, le Sole Shareholder decides to amend article 5 of the articles of incorporation to read as follows:

Art. 5. "The issued share capital of the Company is set at twenty thousand Pound Sterling (GBP 20,000.-) divided into two hundred (200) shares with a value of one hundred Pound Sterling (GBP 100.-) each."

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase have been estimated at about EUR 1,200.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille onze, le quinze avril.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Gracewell Properties Holding S. à r.l., une société constituée et existant sous les lois du Luxembourg, ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur (ci-après désignée l' «Associé Unique»);

Ici représentée par Madame Ingrid Stüger, avec adresse professionnelle à L-2310 Luxembourg, 6, Avenue Pasteur, en vertu d'une procuration datée du 14 avril 2011.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, agissant ès-qualité, a déclaré et demandé au notaire d'acter:

que Gracewell Properties Holding S. à r.l., est l' Associé Unique de Gracewell Investment N° 2 S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 17 mars 2011, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1.- De changer la valeur nominale des parts sociales de la société de vingt-deux Livres Sterling (GBP 22,-) chacune à cent Livres Sterling (GBP 100,-) chacune, de sorte que le capital sera représenté par cent dix (110) parts sociales ayant une valeur nominale de cent Livres Sterling (GBP 100,-) chacune.

2.- De conférer tous pouvoirs au gérant de procéder aux écritures comptables qui s'imposent pour procéder à l'échange des CINQ CENTS (500) parts sociales de vingt-deux Livres Sterling (GBP 22,-) contre cent dix (110) parts sociales de cent Livres Sterling (GBP 100,-) chacune.

3.- Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de neuf mille Livres Sterling (GBP 9.000,-) pour le porter de son montant actuel de onze mille Livres Sterling (GBP 11.000,-) à vingt mille Livres Sterling (GBP 20.000,-), par l'émission de quatre-vingt-dix (90) parts sociales ayant une valeur nominale de cent Livres Sterling (GBP 100,-) chacune.

4.- Souscription et libération de toutes les nouvelles parts sociales par versement en espèces.

5.- Modification subséquente de l'article 5 des statuts.

6.- Divers.

L'associé unique prend alors les résolutions suivantes :

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer la valeur nominale des cinq cents (500) parts sociales existantes de la société de vingt-deux Livres Sterling (GBP 22,-) chacune à cent Livres Sterling (GBP 100,-) chacune, de sorte que le capital sera représenté par cent dix (110) parts sociales ayant une valeur nominale de cent Livres Sterling (GBP 100,-) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de conférer tous pouvoirs aux gérants de procéder aux écritures comptables qui s'imposent pour procéder à l'échange des CINQ CENTS (500) parts sociales de vingt-deux Livres Sterling (GBP 22,-) contre cent dix (110) parts sociales de cent Livres Sterling (GBP 100,-) chacune.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de neuf mille Livres Sterling (GBP 9.000,-) pour le porter de son montant actuel de onze mille Livres Sterling (GBP 11.000,-) à vingt mille Livres Sterling (GBP 20.000,-), par l'émission de quatre-vingt-dix (90) parts sociales ayant une valeur nominale de cent Livres Sterling (GBP 100,-) chacune.

Toutes les quatre-vingt-dix (90) nouvelles parts sociales sont souscrites par l'Associé Unique, ici représenté comme il est dit, et libérées en espèces de sorte que le montant de neuf mille Livres Sterling (GBP 9.000,-) se trouve à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'Article 5 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit de la Société est fixé à vingt mille Livres Sterling (GBP 20.000,-), divisé en deux cents (200) parts sociales de cent Livres Sterling (GBP 100,-) chacune. »

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital social au droit fixe d'enregistrement, s'élève à environ EUR 1.200,

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et aucune demande supplémentaire de discussion n'ayant lieu, le président lève la séance.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande de la partie comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: I. STÜGER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 avril 2011. Relation: LAC/2011/18723. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 mai 2011.

Référence de publication: 2011061468/133.

(110068918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

Nicholas of Cusa S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.

R.C.S. Luxembourg B 24.258.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 mai 2011.

Pour la société

Raymonde Gokke

Le domiciliataire

Référence de publication: 2011063356/13.

(110070955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

BV Acquisitions Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1835 Luxembourg, 17, rue des Jardiniers.

R.C.S. Luxembourg B 157.979.

—
EXTRAIT

Suite à un déménagement,

- Monsieur Christophe Gaul, gérant de classe B de la société susmentionnée, né le 3 avril 1977 à Messancy (Belgique), demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2011063455/16.

(110071175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2011.

P&T Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 8A, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 150.181.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 de la société P&T Capital S.A. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

P&T CAPITAL S.A.

8a, avenue Monterey

L-2020 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2011063358/14.

(110070506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Property Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 72.368.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Joëlle BADEN

Notaire

Référence de publication: 2011063360/12.

(110070337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Patmos au Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 137.973.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2011063361/12.

(110070907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Calcipar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 22.611.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société CALCIPAR S.A. qui s'est tenue en date du 7 avril 2011

- L'Assemblée Générale décide de renouveler les mandats de Monsieur Rodolphe Collinet, Monsieur Jacques Bernard De Jongh, Monsieur Yves Schoonejans, et Monsieur Yves Willems pour une durée de trois ans qui expirera lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle qui se tiendra en 2014. L'assemblée générale confirme leurs mandats pour la période du 20 mars 2011 à ce jour.

Pour extrait certifié conforme
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011063891/16.

(110071034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

ESA Management, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 160.582.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the thirteen day of the month of April.

Before Us Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Mr. Dmitrii Prud, Russian citizen, born in the region of Kemerovskaya (URSS) on December 26th, 1967 residing in Gorkogo str., 107, 5, Kaliningrad, Russian Federation,

Here represented by Mr. Regis Galiotto, private employee, residing professionally in 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg),

By virtue of a proxy given under private seal, dated March 28th, 2011;

The proxy signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the above notary to draw up the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which the prenamed party hereby declares to form among himself as follows:

Art. 1. Form. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law"), by article 1832 of the Civil Code and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company is initially composed of one shareholder, owner of all the shares.

The Company may however at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition and holding of interests in Luxembourg and/or in foreign, as well as the administration, development and management of such holdings.

The Company may provide financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form.

The Company may also use its funds to invest in real estate and, provided such investment is ancillary to or related to the acquisition, holding, administration, development and management of the undertaking forming part of the group

of the Company; the Company may also invest in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or similar debt instruments.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. Name. The name of the Company is "ESA Management".

Art. 4. Duration. The duration of the Company is unlimited.

Art. 5. Registered office. The registered office is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the shareholders' meeting.

In the event that the Manager or, as the case may be, the Board should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager or, as the case may be, the Board of the Managers.

Art. 6. Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each which are fully paid-up.

Art. 7. Amendment of the capital. The capital may at any time be amended by a decision of the single shareholder or by a resolution of the general meeting of shareholders as the case may be.

The Company may, to the extent and under terms permitted by law, redeem its own shares.

Art. 8. Rights and Duties attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders.

If the Company is composed of a single shareholder, the latter exercises all powers which are granted by the 1915 Law and the Articles of Incorporation to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders.

The creditors or successors of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the Company's inventories and the resolutions of the single shareholder or of the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each share is indivisible insofar as the Company is concerned.

Co-owners must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares. If the Company is composed of one single shareholder, said single shareholder may transfer freely its shares.

If the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders.

In this same scenario, the shares may only be transferred to non shareholders with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital by application of the requirements of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

Art. 11. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy or insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Art. 12. Management of the Company. The Company is managed by one or several Managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a decision of the single shareholder or, as the case may be, by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the Managers are appointed for an undetermined period.

The Managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one Manager, the Managers constitute a board of Managers (the "Board").

Any Manager may participate in any meeting of the Board by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person.

Managers may be represented at meetings of the Board by another Manager without limitation as to the number of proxies which a Manager may accept and vote, it being understood that at least two Managers must be present in person or by conference call.

Written notice of any meeting of the Board must be given to the Managers seven (7) days at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice.

This notice may be omitted in case of assent of each Manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a Board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board.

The sole shareholder or as the case may be the general meeting of shareholders may decide appointing Managers of two different classes, being class A Managers and class B Managers. Any such classification of Managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the Managers be identified with respect to the class they belong.

The Board can only act or deliberate validly if a majority of the Managers in office are present or represented.

Decisions of the Board are validly taken by the approval of the majority of the Managers of the Company (including by way of representation). In the event however the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed different classes of Managers (namely class A Managers and class B Managers) any resolutions of the Board may only be validly taken if approved by the majority of Managers including at least one class A and one class B Manager. In case of equality of voices of the Managers, solving there will be a voice of the class A Manager.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman who presided at such meeting or any two Managers present at such meeting.

The Board may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any Manager.

Any of Managers could sign any contract or the contract individually, but with obligatory preliminary approval Board of the Managers.

Art. 13. Events affecting the Managers. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a Manager, as well as its resignation or removal for any cause does not put the Company into liquidation.

Creditors, heirs and successors of a Manager may in no event have seals affixed on the assets and documents of the Company.

Art. 14. Liability of the Managers. No Manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. It is only liable for the performance of its duties.

Art. 15. Representation of the Company. The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole Manager, and in the case of a Board by the sole signature of any of the Managers, provided however that in the event the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed different classes of Managers (namely class A Managers and class B Managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A Manager and one class B Manager (including by way of representation).

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by anyone of the Managers or, in the event of classes of Managers, by one class A and one class B Manager acting together (including by way of representation).

Art. 16. General meetings of shareholders. As long as the Company is composed of one (1) single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders.

Articles 194 to 196 and 199 of the 1915 Law, are not applicable to that situation.

In case the Company is composed of several shareholders, the decisions of the shareholders are taken in a general meeting of shareholders or by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the management to the shareholders by registered mail.

In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

An annual general meeting of shareholders approving the annual accounts shall be held annually within six (6) months after the close of the accounting year at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of the meeting.

Art. 17. Decisions of the shareholders. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles of Incorporation may only be adopted by the majority (in number) of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's shares, subject to any other provision of the 1915 Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The decisions of the single shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders are documented in writing, recorded in a register and kept by the management at the registered office of the Company.

The documents evidencing the votes cast in writing as well as the proxies are attached to the minutes.

Art. 18. Financial year. The financial year begins on the first day of January of each year and ends on the thirty-first day of December the same year.

Art. 19. Annual accounts. At the end of each financial year, the Company's annual accounts are established by the Manager or, as the case may be, the Board and the Manager or, as the case may be, the Board prepares a general inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder or his attorney-in-fact carrying a written proxy may obtain at the Company's registered office communication of the said inventory and balance sheet.

Art. 20. Allocation of profits. The credit balance of the Company stated in the annual inventory, after deduction of overhead, depreciation and provisions represents the net profit of the financial year.

Five percent (5%) of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation will no longer be mandatory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital.

The remaining profit is allocated by resolution of the shareholder(s), as the case may be.

Notwithstanding the preceding provisions, the Manager or, as the case may be, the Board may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the year on the basis of a statement of accounts showing (i) that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed where applicable, realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles of Incorporation (ii) and that any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

Art. 21. Dissolution, Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or one of the shareholders.

The liquidation of the Company shall be decided by the single shareholder or by shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

In case of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried on by one or several liquidators who may, but need not be shareholders, appointed by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, who shall determine their powers and their compensation.

Art. 22. Matters not provided. All matters not specifically governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amount mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed capital (EUR)	Number of shares	Amount paid-in (EUR)
Mr. Prud Dmitrii prenamed;	12,500.-	12,500	12,500.-
Total:	12,500.-	12,500	12,500.-

All the shares have been fully subscribed and totally paid up by the above named shareholder so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is from this day on at the free disposal of the company.

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the 1915 Law, have been observed.

Transitory provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on 31 December 2011.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed, are estimated to be approximately one thousand four hundred Euros (1.400.-EUR).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

First resolution

The shareholder resolved to set at two (2) the number of Managers and further resolved to appoint the following as Managers for an unlimited duration, with the powers set forth in Article 12 of the Articles of Incorporation:

Class A Manager

- Mr. Dmitrii Prud, Russian citizen, born in the region of Kemerovskaya (URSS) on December 26th, 1967 residing in Gorkogo str., 107, 5, Kaliningrad, Russian Federation;

Class B Manager

- Mr. Philippe Mezin, born on May 17, 1941 in Vernon (France), with professional address at 10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Second resolution

The registered office shall be at 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing proxy holder, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxy holder and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said proxy holder signed together with the notary this original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le treize avril.

Par devant Maître Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Mr. Dmitrii Prud, Russian citizen, born in the region of Kemerovskaya (URSS) on December 26th, 1967 residing in Gorkogo str., 107, 5, Kaliningrad, Russian Federation,

Ici représenté par M. Regis Galiotto, employé privé, avec résidence professionnelle au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg)

En vertu d'une procuration donnée sous seing privée, datée du 28 mars 2011.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

La partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»), par l'article 1832 du Code Civil ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société comporte initialement un associé, propriétaire de la totalité des parts sociales.

La Société peut cependant, à toute époque, comporter un ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession de parts sociales ou d'émission de parts sociales nouvelles.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de participations dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, y compris des entreprises canadiennes, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, y compris des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit.

La Société peut également employer ses fonds pour investir dans l'immobilier et, à condition qu'un tel investissement soit accessoire ou connexe à l'acquisition, la détention, l'administration, le développement et la gestion d'une société qui fait partie du même groupe de sociétés que la Société; la Société peut aussi investir dans des droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations ou d'instruments de dette similaires.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 3. Dénomination. La Société prend la dénomination de "ESA Management".

Art. 4. Durée. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg).

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée des associés.

Au cas où le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille mesure provisoire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance.

Art. 6. Capital. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Art. 7. Modification du capital. Le capital social pourra à tout moment être modifié, moyennant une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi, racheter ses propres parts sociales.

Art. 8. Droits et Obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés.

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi de 1915 et les Statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

Les créanciers ou ayants-droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts. Si la Société est composée d'un associé unique, ledit associé unique peut librement céder ses parts.

Si la Société est composée d'une pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Dans ce même scénario, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, par application des prescriptions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

Art. 11. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un associé. L'interdiction, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'associé unique ou l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 12. Gérance de la Société. La Société est gérée par un ou plusieurs Gérants, associés ou non.

Ils sont élus et révoqués par une simple décision prise par l'associé unique ou le cas échéant par une décision prise à la majorité par l'assemblée générale des associés, laquelle détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucun terme n'est indiqué, les Gérants sont élus pour une durée indéterminée.

Les Gérants pourront être réélus et leur nomination pourra être révoquée avec ou sans raison (ad nutum) à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un Gérant, les Gérants constituent un conseil de Gérance (le «Conseil»).

Tout Gérant peut participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion du Conseil pourra être tenue uniquement par l'intermédiaire d'une conférence téléphonique. La participation ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation physique à une telle réunion ou à la tenue d'une réunion en personne.

Les Gérants peuvent être représentés aux réunions du Conseil par un autre Gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un Gérant peut accepter et voter, étant entendu qu'au moins deux Gérants soient présents en personne ou par conférence téléphonique.

Une convocation écrite à toute réunion du Conseil devra être donnée aux Gérants au moins sept (7) jours à l'avance quant à la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les raisons de l'urgence devront être mentionnées dans la convocation.

La convocation pourra être omise en cas d'accord de chaque Gérant donné par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas nécessaire pour la réunion d'un conseil qui se tiendra à l'heure et au lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le Conseil.

L'associé unique ou le cas échéant l'assemblée générale des associés pourra décider de nommer des Gérants de deux classes différentes, les Gérants de classe A et les Gérants de classe B. Une telle classification de Gérants devra être dûment enregistrée avec le procès-verbal de l'assemblée concernée et les Gérants devront être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent.

Le Conseil ne peut agir ou délibérer valablement que si une majorité des Gérants en fonction sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil sont valablement prises par un vote favorable pris à la majorité des Gérants de la Société (y inclus par voie de représentation). Cependant, au cas où l'associé unique ou l'assemblée générale des associés aurait nommé différentes classes de gérants (à savoir des Gérants de classe A et des Gérants de classe B), toute résolution du Conseil ne pourra être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des Gérants, y inclus au moins un Gérant de classe A et un Gérant de classe B. En cas d'égalité des voix des Gérants, la voix du Gérant de classe A aura une voix prépondérante.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil devront être signés par le président qui présidait la réunion concernée ou deux Gérants présents à cette réunion.

Le Conseil pourra également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie de circulaires exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'intégralité formera les documents circulaires prouvant une fois dûment signés l'existence de la résolution. Les résolutions des Gérants, y inclus les résolutions circulaires, pourront être certifiées ou un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de tout Gérant.

Tout Gérant peut signer tout contrat seul, mais avec l'approbation préalable obligatoire du Conseil de Gérance.

Art. 13. Événements affectant les Gérants. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout autre événement similaire affectant le Gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause d'un Gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 14. Responsabilité des Gérants. Aucun Gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 15. Représentation de la Société. La Société sera engagée par la signature individuelle en cas de Gérant unique, et en cas d'un Conseil, par la signature individuelle de chacun des Gérants, étant entendu cependant que si l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de Gérants (à savoir les Gérants de classe A et les Gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un Gérant de classe A et d'un Gérant de classe B (y inclus par voie de représentation).

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs de signature ont été délégués par un des Gérants ou, en cas de classes de Gérants, par un Gérant de classe A et un Gérant de classe B, agissant ensemble (y inclus par voie de représentation).

Art. 16. Assemblée générale des associés. Tant que la Société ne comporte qu'un (1) associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés. Dans ces cas, les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la Loi de 1915 ne sont pas applicables.

Lorsque la Société est composée de plusieurs associés, les décisions collectives sont prises lors d'une assemblée générale des associés ou par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par la gérance aux associés par lettre recommandée.

Dans ce dernier cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote par écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

Une assemblée générale annuelle des associés se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social au siège social de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette l'assemblée.

Art. 17. Décisions des associés. Les décisions collectives ne sont valablement prises pour autant que les associés possédant plus que la moitié du capital les adoptent. Cependant, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne peuvent être adoptées qu'à la majorité (en nombre) des associés possédant au moins les trois quarts des parts sociales de la Société, sauf dispositions contraires de la Loi de 1915. Le changement de la nationalité de la Société requiert l'unanimité.

Si tous les associés sont présents ou représentés lors d'une assemblée des associés, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, seront établies par écrit et consignées dans un registre tenu par la gérance au siège social de la Société.

Les pièces constatant les votes des associés ainsi que les procurations seront annexées aux décisions écrites.

Art. 18. Année sociale. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre de la même année.

Art. 19. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes annuels de la Société sont établis par le Gérant ou, le cas échéant, par le Conseil et le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil dresse un inventaire général comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite peut prendre connaissance desdits inventaires et bilans au siège social de la Société.

Art. 20. Répartition des bénéfices. Les produits de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de l'exercice social.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil peut décider de payer à l'associé unique ou, le cas échéant, aux associés des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi de 1915 ou des Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés.

Art. 21. Dissolution, Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite d'un des associés.

La liquidation de la Société sera décidée par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée des associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés selon le cas par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Disposition générale. Toutes les matières qui ne seraient pas régies par les présents Statuts seraient régies conformément à la Loi de 1915.

Souscription et Paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, a souscrit au nombre de parts sociales et a libéré en numéraire les montants ci après énoncés:

Associé	Capital souscrit (EUR)	Nombre de parts sociales	Libération (EUR)
M. Prud Dmitrii, prénommé;	12.500,-	12.500	12.500,-
Total:	12.500,-	12.500	12.500,-

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et entièrement libérées de sorte que la somme de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à la libre disposition de la société

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la Loi de 1915, ont été respectées.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2011.

Évaluations des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à mille quatre cents Euros (1.400.-EUR).

Assemblée générale extraordinaire

L'associé unique prénommé, par le mandataire susnommé, s'est ensuite constitué en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de fixer à deux (2) le nombre de Gérants et de nommer les personnes suivantes en tant que Gérants pour une période indéterminée, avec les pouvoirs prévus à l'article 12 des Statuts:

Gérant de Classe A

- Mr. Dmitrii Prud, de nationalité russe, né le 26 décembre 1967 dans la région de Gorkogo, résident à Gorkogo str., 107, 5, Kaliningrad, fédération de Russie;

Gérant de Classe B

- Mr. Philippe Mezin, né le 17 mai 1941 à Vernon (France), ayant résidence professionnelle au 10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg).

Deuxième résolution

Le siège social de la Société est établi au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la même partie et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite par le mandataire de la partie comparante, connu par le notaire par son nom, prénom, état et demeure, il a signé avec nous, notaire, la présente minute.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 avril 2011. Relation: LAC/2011/18459. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 2 mai 2011.

Référence de publication: 2011059080/438.

(110066829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2011.

Ibida S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 42, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 160.635.

STATUTS

L'an deux mille onze, le quatorze avril.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Rambrouch.

Ont comparu:

- Monsieur Hans Maria J. VAN CALSTER, gérant, né le 4 mars 1961 à Bruxelles (Belgique), demeurant à B-4850 Montzen, 80, Windt;

- Madame Michèle Fernande R. WATTIEAU, esthéticienne, née le 24 janvier 1965 à Köln (Allemagne), demeurant à B-1501 Buizingen, 362/0026, Halle Vandenpeereboomstraat,

ici représenté par Madame Katrin HANSEN, Expert-comptable, demeurant professionnellement à L-9753 Heinerscheid, 1, Hauptstrooss, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 13 avril 2011.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise en même temps avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé par les présentes, par les personnes comparantes, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société a comme objet l'exploitation d'un cabinet d'affaires spécialisé en transmission, rachat, succession et fusion d'entreprises, de patrimoines et de fonds de commerce et en noms de domaines ainsi que la consultance, l'expertise

et la négociation en ces matières. Elle pourra également développer toutes ses activités en franchise et les promouvoir par tous les moyens publicitaires et de presse. Elle pourra également fournir des prestations de télémarketing et d'études de marché ainsi que le coaching aux entreprises.

La Société a également pour objet l'exploitation d'une agence immobilière, ainsi que l'étude et la promotion de toutes réalisations immobilières, plus spécialement l'achat, la vente, l'échange d'immeubles bâtis et non-bâtis, la transformation, l'aménagement, la construction, et la mise en valeur de tous biens immobiliers, tant pour son compte que pour compte de tiers, la prise à bail, la location de toutes propriétés immobilières avec ou sans promesse de vente, la gérance et l'administration ou l'exploitation de tous immeubles, l'administration de biens-syndics, ainsi que toutes opérations auxquelles les immeubles peuvent donner lieu.

La Société peut également s'intéresser par voie d'apport de cession ou de fusion à toutes autres sociétés ou entreprises similaires susceptibles de favoriser directement ou indirectement le développement des affaires.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers.

De façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement. Elle pourra aussi s'intéresser à la gestion immobilière pour son propre compte.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de «IBIDA S.à r.l.».

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Weiswampach.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales dans tout autre lieu du pays, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance est autorisé à procéder aux paiements d'acomptes sur dividendes sous réserve que des comptes intermédiaires soient dressés montrant que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants et dans les limites prévues par la loi.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de chaque membre du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le dernier lundi du mois de mai de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 20. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération:

Les parts sociales ont été souscrites et entièrement libérées comme suit:

1.- Monsieur Hans Maria J. VAN CALSTER, préqualifié,	25 parts
2.- Madame Michèle Fernande R. WATTIEAU, préqualifiée,	75 parts
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100 parts

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de huit cents euros (EUR 800,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants qualifiés ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqué, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- 2.- Est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Hans Maria J. VAN CALSTER, gérant, né le 4 mars 1961 à Bruxelles (Belgique), demeurant à B-4850 Montzen, 80, Windt.
- 3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant prénommé.
- 4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-9991 Weiswampach, 42, Gruuss-Strooss.

DONT ACTE, fait et passé à Heinerscheid, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: H. J. Van Calster, M. R. Wattieau, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 19 avril 2011. Relation: RED/2011/838. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 3 mai 2011.

Référence de publication: 2011060797/169.

(110067715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2011.

eleX alpha S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 119.681.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire de la société en date du 6 mai 2011
(l'«Assemblée»)*

L'Assemblée accepte la démission de James Macdonald en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 6 mai 2011.

L'Assemblée décide de nommer en tant que nouvel administrateur de la Société, avec effet au 6 mai 2011 et pour une période de 5 ans. Le mandat du nouvel administrateur sera renouvelé lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016:

- Laurent Bélik, né le 2 septembre 1974 à Ixelles, Belgique avec adresse professionnelle au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

A Luxembourg, le 10 mai 2011.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2011064078/19.

(110072452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2011.

RCG Re III S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4243 Esch-sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels.

R.C.S. Luxembourg B 28.687.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société RCG RE III S.A.

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2011063363/12.

(110070888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

RCG Re IV S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4243 Esch-sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels.

R.C.S. Luxembourg B 37.290.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société RCG RE IV S.A.

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2011063364/12.

(110070887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Rovere Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 6, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 144.972.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011063365/10.

(110070642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

SHCO 19 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 154.696.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2011.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2011063374/13.

(110070743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

SEB Asian Property Fund SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 129.410.

Suite à l'assemblée générale ordinaire du 3 mai 2011, les actionnaires de la société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, 'SEB Asian Property Fund SICAV-FIS' ont pris la résolution de renouveler le mandat de réviseur d'entreprise de PricewaterhouseCoopers S.à r.l. jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2012.

Luxembourg, le 6 mai 2011.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Signature

Référence de publication: 2011063372/14.

(110070638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Realtune Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 156.869.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mai 2011.

Realtune Finance S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2011074749/15.

(110082108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

Mortgage Backed Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 103.586.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 21 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2011.

Mortgage Backed Investments S.A.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Administrateur

Référence de publication: 2011072562/15.

(110079646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2011.

D.C. Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 90.088.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011072512/10.

(110080333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2011.